



AVIS EMIS PAR
LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
AU COURS DE SA SÉANCE DU 27 FEVRIER 2012

concernant

**l'avant-projet de Code bruxellois de l'air, du climat et de la maîtrise de l'énergie
(COBRACE)**

AVANT-PROJET DE CODE BRUXELLOIS DE L'AIR, DU CLIMAT ET DE LA MAÎTRISE DE L'ENERGIE (COBRACE)

Avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale.
27 février 2012

Saisine

Le Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale a été saisi, le 4 janvier 2012, d'une demande d'avis de la Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de l'Environnement et l'Energie afférente à l'avant-projet de Code bruxellois de l'air, du climat et de la maîtrise de l'énergie (COBRACE).

Après examen par sa Commission Environnement et sa Commission CATRO-Mobilité lors des réunions des 23 et 31 janvier 2012 et 6, 15 et 23 février 2012, le Conseil économique et social émet l'avis suivant.

Avis

Considérations préliminaires

Le Conseil prend acte que cet avant-projet de Code a pour objectif d'intégrer les politiques régionales de l'air, du climat et de l'énergie, de corriger les imperfections actuelles et de transposer plusieurs Directives européennes relatives à ces matières. Il se prononce favorablement sur le principe d'une codification qui se veut positive du point de vue de la cohérence.

Le Conseil constate que certaines mesures présentes dans l'avant-projet de Code font également l'objet d'autres plans et projets de plans. Il insiste sur le fait que cet avant-projet de Code doit garantir la cohérence avec ces plans et projets de plans actuellement en cours d'élaboration et qui font toujours l'objet, pour certains, de discussions avec les partenaires sociaux. A cet égard, **le Conseil** estime que les mesures prévues dans l'avant-projet de Code doivent également pouvoir s'inscrire dans les objectifs du PRDD.

Constatant que cet avant-projet de Code comporte de nouvelles dispositions ainsi que de nombreuses modifications de textes en vigueur, **le Conseil** insiste pour qu'une évaluation de l'impact socio-économique (en regard des objectifs environnementaux, d'amélioration de la Santé publique et de la qualité de vie des Bruxellois)¹ des mesures envisagées dans chaque chapitre soit réalisée. Il estime que cette évaluation doit être réalisée préalablement à l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions introduites par l'avant-projet de COBRACE. Il insiste également pour que cette évaluation soit réalisée avec vigilance et estime que le principe de réversibilité doit pouvoir être accepté s'il s'avère nécessaire à la lecture des évaluations des impacts environnementaux et socio-économiques. Par ailleurs, il demande que l'évaluation de l'impact socio-économique soit explicitement prévue chaque fois que l'avant-projet de COBRACE envisage une évaluation environnementale ou un rapport sur les incidences environnementales.

¹ En effet, la notion de développement durable implique un équilibre entre les trois piliers.

Le Conseil demande que les définitions, provenant de transpositions de Directives européennes, reprises dans l'avant-projet de Code soient les définitions européenne les plus récentes (si ce n'est pas le cas, il faut les adapter) et que celles-ci soient actualisées en cas de modification intervenant au niveau européen. Cette demande doit permettre d'assurer une bonne cohérence entre la législation au niveau de l'Union européenne et de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil estime indispensable qu'une période de transition réaliste soit prévue pour certaines mesures. Ceci, afin de permettre aux différents publics concernés de s'adapter à ces nouvelles dispositions. En outre, il considère qu'un accompagnement à la transition doit également être prévu pour les mesures engendrant des changements par rapport à la législation actuelle. Afin d'assurer cette transition, il suggère l'organisation de campagnes d'information à destination des différents publics concernés par le COBRACE ainsi que le maintien des mesures de soutien financier à destination des consommateurs et des entreprises.

Le Conseil estime que la coordination entre les Régions s'impose ce qui n'exclut pas des mesures spécifiques à la Région de Bruxelles-Capitale lorsqu'elles se justifient.

LIVRE 1 : dispositions communes - Titre 2 – Objectifs

Article 1.2.1

Le Conseil demande l'ajout des mots « et économique » entre les mots « social » et « ainsi que » dans le dernier alinéa de l'article 1.2.1. Ainsi, les objectifs énoncés dans ce titre prendront en considérations les trois piliers du développement durable.

LIVRE 1 : dispositions communes - Titre 3 – Définitions

Considérations générales

Le Conseil suggère que l'ensemble des définitions utilisées dans l'avant-projet de COBRACE soient reprises dans ce premier livre afin de faciliter leur lecture. Par ailleurs, il estime opportun d'également mentionner les définitions utiles à la lecture de chaque chapitre au début de celui-ci (comme cela est actuellement prévu) afin de permettre leur lecture indépendamment de l'ensemble du Code.

Le Conseil réitère sa demande émise sous les considérations préliminaires pour que les définitions provenant de transpositions de Directives européennes reprises dans l'avant-projet de Code correspondent aux définitions européennes les plus récentes et qu'il soit prévu de les actualiser en cas de modification intervenant au niveau européen.

Considérations particulières

Article 1.3.1. 4° b) « pouvoirs publics »

Le Conseil se demande si le simple fait d'être soumis à un contrôle des pouvoirs publics est suffisant pour entraîner un basculement dans la définition de « pouvoirs publics ». A cet égard, il souligne que la notion de contrôle par les pouvoirs publics se retrouve dans un ensemble de situations assez diversifiées.

LIVRE 1 : dispositions communes - Titre 4 – Plan régional air-climat-énergie

Considérations générales

Le Conseil rappelle ses deux considérations préliminaires relatives d'une part à la nécessaire cohérence de cet avant-projet de plan avec les autres plans existants ou en cours d'élaboration et d'autre part sur la nécessaire évaluation de l'impact socio-économique de cet avant-projet de COBRACE.

Le Conseil estime qu'il serait opportun d'intégrer le plan régional air-climat-énergie au futur PRDD en y inscrivant les priorités en matière d'air-climat-énergie dans un chapitre spécifique. Ce faisant, il considère que le COBRACE gagnerait en cohérence.

Considérations particulières

Article 1.4.1.

Le Conseil estime qu'il y a un manque de clarté quant au caractère impératif ou indicatif des objectifs à atteindre sur une période de 10 ans.

Article 1. 4. 2.

Le Conseil estime que cet article est incohérent dans la mesure où il remet en cause la hiérarchie des plans et programmes. Cet article implique en effet que l'ensemble de la politique régionale devrait s'inscrire « en conformité avec les objectifs poursuivis par le plan régional air-climat-énergie » ce qui est inopportun.

Par ailleurs, **le Conseil** souligne que la seule hiérarchie envisageable est que l'ensemble des plans et programmes élaborés par la Région soit soumis aux objectifs du futur PRDD qui a, lui, une portée générale.

Le Conseil demande dès lors la réécriture de cet article ou sa suppression.

Articles 1. 4. 4., 1.4.5., 1.4.6., 1.4.8., 1.4.9., 1.4.10., 1.4.11., 1.4.12., 1.4.13. et 1.4.15

Le Conseil réitère sa considération préliminaire relative à l'évaluation de l'impact socio-économique.

Article 1. 4. 8.

Le Conseil s'interroge sur ce que recouvre la notion de « délai raisonnable ».

En outre, **le Conseil** demande quelles sont les modalités prévues pour une réelle coopération avec une Région ou un Etat membre souhaitant faire valoir des incidences négatives notables sur l'environnement.

Article 1. 4. 11.

Le Conseil s'interroge sur ce que recouvre la notion de « solutions raisonnables ».

Article 1. 4. 15.

Le Conseil constate qu'il est prévu de ne pas soumettre aux dispositions du chapitre 2 les modifications résultant d'obligations issues de la réglementation européenne ou d'instruments internationaux lorsque la transposition ou la mise en œuvre de ces obligations doivent impérativement être entamées avant l'expiration du terme de cinq ans pendant lequel le plan est d'application. Dans ce cas de figure, il estime qu'il y a lieu de se limiter à une transposition pure et simple du prescrit européen ou international.

ANNEXE 1.2.

Le Conseil réitère sa considération préliminaire relative à l'évaluation de l'impact socio-économique.

LIVRE 2 : Mesures sectorielles - Titre 1 – Généralités (définitions)

Considérations particulières

Article 2. 1. 1.

Le Conseil suggère d'ajouter une définition du « coût optimum » dans la mesure où cette notion est utilisée à l'article 2.2.3. de l'avant-projet de COBRACE.

Article 2. 1. 1. 3°, 4°, 5°

Le Conseil constate que les nouvelles définitions des termes « neuf », « rénové lourdement » et « rénové simplement » impliquent une extension importante du champ d'application de la législation PEB. A cet égard, il souligne que :

- la définition d'un bâtiment « neuf » implique que tous les travaux soumis à permis d'urbanisme pourraient être considérés comme affectés à la catégorie « bâtiments neufs » ;
- les deux nouvelles définitions de « rénové » impliquent qu'il n'existera plus de possibilité de procéder à des rénovations sans entrer dans le champ d'application de la PEB. Or, il existe actuellement une approche différenciée entre les rénovations lourdes et les rénovations simples.

Le Conseil demande dès lors si une évaluation de l'impact de l'élargissement de ces définitions a été réalisée. Il souligne notamment le risque de voir augmenter le nombre de travaux réalisés sans déclaration. Il suggère, en outre, d'évaluer la faisabilité d'un tel élargissement du champ d'application de la législation PEB.

Par ailleurs, concernant la définition de « rénové lourdement », **le Conseil** demande l'ajout des mots « affectées à ladite unité PEB » après les mots « lorsque des travaux sont entrepris aux installations techniques ». Cet ajout doit permettre d'éviter toute confusion avec les installations techniques se trouvant dans des locaux industriels, ceux-ci étant exclus du champ d'application de la législation PEB.

Article 2. 1. 1. 7°

Le Conseil constate que la définition d'un « bâtiment dont la consommation d'énergie est quasi nulle » inscrite dans la Directive 2010/31/UE sur la performance énergétique des bâtiments implique que la « [...] *quantité quasi nulle **ou très basse** d'énergie requise devrait être couverte **dans une très large mesure** par de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, notamment l'énergie produite à partir de sources renouvelables sur place ou à proximité* ».

Dans un souci de cohérence avec le prescrit européen, **le Conseil** demande la réécriture de cette définition comme suit : « *consommation d'énergie nulle **ou très basse énergie**, obtenue grâce à une efficacité énergétique élevée, et qui devrait être couverte **dans une très large mesure** par de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, notamment l'énergie produite à partir de sources renouvelables sur place ou à proximité* ».

LIVRE 2 : Mesures sectorielles - Titre 2 – Bâtiments - Chapitre 1 : PEB

Considérations générales

Le Conseil rappelle que l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments a un triple impact positif : pour l'environnement, pour la diminution du coût énergétique (impact social) ainsi que pour le secteur économique et les entreprises (impact économique). Dans ce contexte, il partage les ambitions du Gouvernement visant à obtenir des bâtiments moins énergivores, en Région de Bruxelles-Capitale et à diminuer les émissions de CO₂. En effet, à Bruxelles, le bâtiment (logement et secteur tertiaire) représente ± 70 % des consommations énergétiques globales de la Région. Eu égard aux caractéristiques du bâti bruxellois, Bruxelles peut mieux contribuer à la lutte contre l'émission de gaz à effet de serre. Il estime que les objectifs doivent être élevés, mais néanmoins réalistes. Il considère que la fixation de d'un niveau ambitieux de performance énergétique des bâtiments requiert un contexte favorable, tant sur le plan technique que sur le plan de l'information et de la formation (à cet égard, il souligne positivement les efforts fournis dans le cadre de l'Alliance emploi-environnement « construction durable »). Il insiste également sur l'importance d'une politique de soutien financier efficace.

Le Conseil encourage la recherche permanente visant à adapter les législations aux mutations technologiques et aux situations rencontrées. Il estime qu'il faut conserver au maximum la philosophie d'un objectif global de résultat en laissant la liberté des moyens à mettre en œuvre. Cette philosophie pousse de nombreux acteurs à s'intéresser à la performance énergétique de leurs matériaux ou installations techniques, tout en stimulant la recherche et le développement dans le secteur.

Concernant la reconnaissance d'équivalence de concepts ou de technologies entre les Régions, **le Conseil** suggère qu'elles procèdent à un examen proactif afin d'identifier les dossiers des entreprises ayant déjà obtenu des équivalences dans une autre Région. Il estime que l'instauration d'un principe d'automatisme d'examen de tels dossiers constituerait une simplification administrative importante.

Le Conseil relève positivement les efforts entrepris par la Région pour la mise en œuvre d'une politique régionale volontariste en matière d'efficacité énergétique. A cet égard, il soutient le principe des outils incitatifs (primes énergie) en matière d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments mis en place depuis le début de la législature par les autorités de la Région de Bruxelles-Capitale. Il demande que la politique des primes énergie tienne compte au plus tôt de la suppression des déductions fiscales au niveau fédéral pour les investissements permettant les économies d'énergie.

Le Conseil insiste également sur la nécessité d'affecter efficacement les ressources budgétaires disponibles pour ces outils incitatifs de manière à maximaliser les économies d'énergie qui pourront être réalisées par le bénéficiaire et éviter les effets d'aubaine.

En outre, **le Conseil** souligne que ces mécanismes de soutien sont très peu utilisables par le locataire d'une part et peu incitatives pour les propriétaires qui possèdent des biens en location d'autre part (investissement difficilement rentabilisable). A cet égard, il attire l'attention sur le fait qu'un public de locataires qui pourraient avoir grandement besoin de tels dispositifs réside dans les quartiers populaires de la Région.

Enfin, **le Conseil** insiste dès lors pour être consulté sur l'affectation des primes préalablement à leur approbation par le Gouvernement ainsi qu'à toute modification de la législation orientant les outils de soutien financier. En outre, il sera attentif à ce que ces outils se développent parallèlement à l'évolution des nouvelles exigences en la matière.

Le Conseil constate que la compétence fédérale en matière de possibilités de déductions fiscales des emprunts hypothécaires sera transférée vers les Régions à l'horizon 2014. Afin de rassurer les candidats-acquéreur, il insiste sur le fait qu'une communication claire du Gouvernement quant au maintien du système actuel jusqu'au transfert de cette compétence aux Régions est nécessaire. Ceci, afin de lever les incertitudes pesant actuellement sur tous les investissements qui pourraient être réalisés d'ici ce transfert de compétence.

Le Conseil estime que certaines charges liées aux procédures relatives à la performance énergétique des bâtiments pourraient être utilement réduites. En outre, il rappelle sa demande pour que les procédures PEB soient réellement coordonnées avec la procédure de demande de permis d'urbanisme et/ou d'environnement, en ce compris la demande de dérogations. Il insiste pour que ces procédures n'aient pas pour effet d'augmenter le délai global d'octroi du permis.

Considérations particulières

Article 2. 2. 1. 8°

Le Conseil s'interroge quant à la possibilité de contrôler cette exception visant les secondes résidences vouées à être occupées principalement en été. A cet égard, il insiste sur le nécessaire respect de la vie privée.

Article 2.2.3. §3

Le Conseil réitère sa considération particulière relative à la définition de « *zéro énergie* » émise à propos de l'article 2. 1. 1. 7°

Article 2. 2. 4.

Le Conseil demande l'ajout d'un paragraphe prévoyant la possibilité d'introduire une demande de dérogation dans le cas où une impossibilité technico-économique d'atteindre les exigences serait constatée en cours de chantier. Afin d'éviter une longue interruption des travaux, il suggère que ces éventuelles demandes de dérogations soient traitées via une procédure d'urgence plus rapide que la procédure « classique ».

Le Conseil suggère de s'inspirer de la procédure d'urgence déterminée dans la législation relative à l'assainissement des sols pollués.

Article 2. 2. 5. §1

Dans un souci de clarté, **le Conseil** demande l'ajout des mots « de permis d'urbanisme » entre les mots « Toute demande » et « relative à ».

Article 2.2.7.

Le Conseil constate que l'étude de faisabilité technico-économique imposée aux rénovations lourdes de plus 10 000 m² est plus poussée que celle exigée dans le cas de rénovation de 5000 m². Il insiste dès lors pour que ces exigences supplémentaires pour les rénovations de plus de 10 000 m² soient intégrées à l'étude de faisabilité technico-économique exigée lors de rénovations lourdes de plus de 5000 m² (ceci afin d'éviter d'avoir à réaliser deux études).

Le Conseil estime par ailleurs que l'étude de faisabilité doit s'inscrire dans le principe BATNEEC.

Article 2.2.7 §2

Le Conseil réitère sa considération particulière relative à la définition de « zéro énergie » émise à propos de l'article 2. 1. 1. 7°

Article 2. 2. 7. ... §4

Le Conseil demande que le délai de 45 jours prévu dans ce paragraphe soit ramené à 30 jours.

Article 2. 2. 13 §3

Le Conseil demande de remplacer les mots « *la certification est établie* » par la formulation « *la certification peut être établie* ».

Article 2. 2. 14 §1, 3° et §4

Le Conseil souligne l'importance de pouvoir disposer du certificat, au plus tard, au moment de la signature du compromis de vente afin que ce document garde toute sa valeur et permette aux candidats acquéreurs d'effectuer un choix d'investissement en connaissant les caractéristiques énergétiques des biens immobiliers. Il souligne que, dans le cas où un certificat ne serait fourni qu'après le compromis de vente, ce document ne constituerait plus qu'une simple obligation administrative sans réelle utilité.

LIVRE 2 : Mesures sectorielles - Titre 2 – Bâtiments - Chapitre 2 : PEEB (Performance énergétique et environnementale du bâtiment)

Considérations générales

Le Conseil souligne que le champ de ce chapitre relatif aux mécanismes de certification et de labellisation des bâtiments à haute performance énergétique et environnementale est trop étendu. En effet, la lecture de ce chapitre laisse supposer que cette obligation pourrait également être imposée dans le privé. Or, il semble que, dans un premier temps, il n'est souhaité d'imposer cette obligation qu'aux bâtiments appartenant à un pouvoir public.

Considérations particulières

Article 2. 2. 19. §2 d)

Conformément à sa considération générale, **le Conseil** demande de remplacer la phrase « ... *la certification ou labellisation peuvent être rendues obligatoires pour les bâtiments qui présentent un certain type d'affectation ou appartiennent à un pouvoir public...* » par la formulation suivante « ... *la certification ou labellisation peuvent être rendues obligatoires pour les bâtiments qui présentent un certain type d'affectation et appartiennent à un pouvoir public* ».

Par ailleurs, **le Conseil** attire l'attention sur une erreur de numérotation. Le début de cet article devrait se lire comme suit : « Par dérogation au point **b)** ... »

LIVRE 2 : Mesures sectorielles - Titre 2 – Bâtiments - Chapitre 3 : Audits énergétiques

Considérations générales

Le Conseil rappelle qu'il a remis deux avis relatifs aux audits énergétiques. A savoir ses avis concernant :

- le projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'audit énergétique pour les établissements gros consommateurs d'énergie (17/02/2011) ;
- l'avant-projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'audit énergétique du logement individuel (15/09/2011).

Le Conseil renvoie aux considérations émises dans ces deux avis. Par ailleurs, il demande à être consulté concernant les modalités relatives aux audits énergétiques qui devront être déterminées.

LIVRE 2 : Mesures sectorielles - Titre 2 – Bâtiments - Chapitre 4 : PLAGÉ

Considérations générales

Compte tenu de :

- l'élargissement du champ d'application de la PEB à de nombreux bâtiments ;
- l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 décembre 2011 relatif à un audit énergétique pour les établissements gros consommateurs d'énergie (prévoyant notamment l'obligation de mise en œuvre des mesures dites « rentables ») ;
- la possibilité d'élargissement du champ d'application des bâtiments devant mettre en œuvre un audit énergétique prévue dans le COBRACE (article 2.2.20).

Le Conseil estime que la mise en œuvre d'un programme PLAGÉ pour le secteur privé peut, dans certains cas, constituer une étape supplémentaire lourde et inopportune. En effet, certains dispositifs déjà mis en place par des entreprises peuvent faire double-emploi avec le programme PLAGÉ. Afin d'éviter cette situation, **le Conseil** demande que le COBRACE prévoie un système de dérogation au programme PLAGÉ quand l'entreprise peut démontrer qu'elle effectue par ailleurs d'autres démarches qui rencontrent les mêmes objectifs que le programme PLAGÉ.

Considérations particulières

Article 2. 2. 22.

Le Conseil constate qu'il est prévu que toute société ayant une surface totale de plus de 300 000m² sera obligée de mettre un PLAGÉ en œuvre. Il demande qu'il soit indiqué plus clairement que cette obligation ne concernera que les bureaux comme cela lui a été confirmé par les autorités bruxelloises.

Par ailleurs, **le Conseil** estime inopportun de permettre l'élargissement du champ d'application de ce dispositif comprenant des obligations importantes par arrêté gouvernemental. Il insiste pour que la phrase « le Gouvernement peut élargir le champ d'application du présent paragraphe » soit supprimée. Ainsi, toute éventuelle décision de modification du champ d'application impliquera une modification de l'ordonnance.

LIVRE 2 : Mesures sectorielles - Titre 3 – Transports - Chapitre 1 : Plans de déplacements

Considérations générales

Le Conseil attire l'attention sur le fait que des différences existent entre les dispositions prévues dans cet avant-projet de Code (reprenant les dispositions de l'ordonnance du 14 mai 2009 relative aux plans de déplacement) d'une part et celles prévues dans l'arrêté du 7 avril 2011 relatif aux plans de déplacements d'entreprises d'autre part. Il souligne que cela entraîne un manque de clarté et mène à une insécurité juridique. Il demande dès lors que la cohérence entre ce texte et les dispositions existantes dans l'arrêté soit vérifiée notamment concernant les articles 2. 3. 1. 9°, 2. 3. 23. §1 et 2. 3. 24. §1 (voir infra).

Considérations particulières

Article 2. 3. 1. 9°

Le Conseil attire l'attention sur le fait que l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 avril 2011 relatif aux plans de déplacements d'entreprises se réfère à la définition suivante : « *travailleur effectivement occupé sur le site : travailleur qui, normalement, commence et termine au moins la moitié de ses journées de travail sur le site, même s'il fait des déplacements professionnels à partir du site* ».

Article 2. 3. 21.

Le Conseil demande que les mots « *Il vise à changer les habitudes...* » du dernier alinéa soient remplacés par la formulation suivante : « *Il vise à encourager les changements d'habitudes* ».

Article 2. 3. 23. § 1 2°

Le Conseil fait remarquer que les dispositions actuelles reprises dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 avril 2011 relatif aux plans de déplacements d'entreprises ne font pas référence à une présence des travailleurs sur le site « *plus de 10 jours par mois* ».

Article 2. 3. 23. §1 et article 2. 3. 24. §1

Le Conseil souligne que les obligations relatives au diagnostic et au plan d'actions ne sont pas identiques à celles définies dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 avril 2011 relatif aux plans de déplacements d'entreprises.

LIVRE 2 : Mesures sectorielles - Titre 3 – Transports - Chapitre 2 : Amélioration de la performance environnementale des véhicules

Considérations générales

Le Conseil constate que l'avant-projet de COBRACE prévoit, en son article 2.3.51, d'imposer un écoscore-seuil égale à 69 pour les taxis. Il indique que la question de l'écoscore-seuil pour les taxis a déjà été débattue au sein du Comité consultatif régional des taxis et des voitures avec chauffeurs. Dans son avis du 29 novembre 2011, les membres de ce Comité se sont unanimement prononcés négativement sur la proposition de fixer l'écoscore-seuil à 69 (et ensuite à 70 au 1^{er} juillet 2013, et 71 au 1^{er} janvier 2015). Ce Comité s'est en outre prononcé à

l'unanimité pour un écoscore-seuil de maximum 67. Il a également insisté pour qu'il soit tenu compte de l'offre actuelle sur le marché, de véhicules adéquats pour l'utilisation dans des services de taxis et a souligné qu'il n'a pas été tenu compte du type de véhicules qui sont utilisés pour les services de taxis lors de la définition de l'écoscore 69 (par exemple la nécessité d'utiliser des modèles permettant de transporter les bagages des clients (ex : breaks)).

En outre, il insiste sur le fait que le secteur des taxis a déjà été amené à faire plusieurs investissements à la demande de la Région (spoutnik, bandes jaunes d'identification...). Il souligne aussi que ce secteur est particulièrement touché par la crise. Un écoscore de 69 impliquerait dès lors un coût supplémentaire devant être effectué dans des conditions conjoncturelles défavorables pour ces professionnels.

Dès lors et à l'instar de ce qui est prévu pour la définition de l'écoscore minimal que devront atteindre les véhicules acquis ou pris en leasing par les pouvoirs publics régionaux, **le Conseil** suggère de fixer l'écoscore minimal que devront atteindre les taxis par un arrêté après une concertation avec les secteurs concernés.

Considérations particulières

La disposition prévue à l'article 2.3.51 permet au Gouvernement de définir des objectifs environnementaux applicables aux véhicules à acquérir ou à prendre en leasing par les personnes physiques ou morales, exploitant, sur le territoire de la Région certaines activités. **Le Conseil** constate que le commentaire des articles fait état d'une exception pour les bus affectés au transport scolaire de l'enseignement spécial. Or, l'article 2.3.51 ne semble pas prévoir cette exception.

LIVRE 2 : Mesures sectorielles - Titre 3 – Transports - Chapitre 3 : Stationnement hors voirie

Considérations générales

Le Conseil rappelle qu'il a émis deux avis d'initiative relatifs à la Politique régionale de stationnement (20 janvier et 17 mars 2011). Il réitère les considérations qu'il a émises dans ces deux avis. A toutes fins utiles, il annexe ces deux textes au présent avis.

Le Conseil prend acte que l'objectif affirmé par les représentants de la Ministre lors de la séance d'information est la suppression de 55 000 emplacements de parcage hors voiries. Il souligne que cela représente la suppression d'un tiers des places hors voirie existantes. S'il partage l'objectif d'une réduction de la pression automobile notamment via une régulation de la politique de stationnement au niveau régional, il insiste pour que le Gouvernement veille à assurer et garantir l'accessibilité de la Région aux citoyens et aux entreprises.

A cet égard, **le Conseil** souligne que l'accessibilité doit également être assurée par un système de transport en commun plus efficace. Il estime dès lors que l'approche visant à différencier les zones en fonction de leur accessibilité en transports en commun est pertinente car elle permet de tenir compte de la qualité de la desserte en transports en communs des entreprises. Il souligne en outre qu'il est nécessaire de tenir compte de l'accessibilité en dehors des heures d'exploitation des transports en commun afin de prendre en considération les secteurs actifs 24h/24 ou exclusivement la nuit et ne pouvant dès lors que difficilement encourager leurs travailleurs à se déplacer en transports en commun. Enfin, il estime que l'amélioration de

l'accessibilité passe également par un encouragement déterminé à une utilisation plus rationnelle du transport individuel.

Le Conseil rappelle sa considération préliminaire relative à la nécessaire cohérence de cet avant-projet de COBRACE avec les autres plans existants ou en cours d'élaboration.

Plus spécifiquement, il insiste sur l'impérative cohérence intergouvernementale en ce qui concerne l'approche de la politique de stationnement et plus largement de la mobilité en Région de Bruxelles-Capitale. Or, il constate que les mesures concernant la politique de stationnement prévues dans cet avant-projet de COBRACE semblent entrer en contradiction avec celles prévues par le plan régional de stationnement élaboré par Mme Grouwels et le plan IRIS2. Par ailleurs, **le Conseil** insiste également pour que la cohérence entre la politique régionale en matière de stationnement et celles menées par les communes soit garantie.

Le Conseil rappelle également sa considération préliminaire relative à la nécessaire évaluation des impacts socio-économiques des mesures envisagées par cet avant-projet de COBRACE. Etant donné les dispositions importantes qu'il prévoit et leurs impacts possibles sur l'attractivité socio-économique de la Région, **le Conseil** regrette vivement qu'une telle analyse n'ait pas eu lieu concernant ce chapitre. Il insiste dès lors pour que cela soit fait.

Le Conseil constate que les dispositions du règlement régional d'urbanisme (RRU) ont été reprises dans l'avant-projet de COBRACE afin de les intégrer dans l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement (OPE). Ce faisant, les limites structurelles en matière d'emplacements de parcage autorisés seront figées par l'OPE.

Or, **le Conseil** souligne que la procédure d'octroi ou de renouvellement du permis d'environnement permet actuellement à l'Administration de fixer, après une négociation avec le porteur de projet, des conditions d'exploiter particulières (dont, notamment, le nombre d'emplacements de parcage autorisés) par rapport à une activité bien identifiée. Cette souplesse permet d'adapter les permis d'environnement aux exigences des entreprises tout en rencontrant les objectifs poursuivis par la Région. Il estime que cette flexibilité est indispensable dans la mesure où les problématiques des entreprises peuvent varier en fonction des circonstances.

Le Conseil souligne que la fixation, dans l'OPE, de normes en termes de nombres d'emplacements de parcage autorisés va induire une perte de flexibilité du permis d'environnement.

En outre, **le Conseil** souligne que l'intégration de normes urbanistiques à l'OPE implique que ces normes pourront être imposées aux bâtiments existants (lors des renouvellements de permis d'environnement). Il souligne que cette situation va soulever plusieurs problèmes légistiques :

- l'insécurité juridique pour tous les immeubles existants qui pourraient se voir imposer de nouvelles dispositions urbanistiques à chaque renouvellement de permis d'environnement ;
- l'interdépendance du RRU et de l'ordonnance alors que ceux-ci ont une portée juridique différente. Cela pose question en termes de hiérarchie des normes et de clarté ;
- la confusion entre le régime des immeubles neufs et celui des immeubles existants ;
- la définition de normes urbanistiques différentes pour les entreprises (en fonction du fait qu'elles aient déjà dû renouveler leur permis d'environnement ou non).

Le Conseil s'oppose dès lors à l'utilisation du permis d'environnement comme outil pour l'imposition de normes en matière de nombre d'emplacement de parcage autorisé. Il s'oppose également à l'utilisation du permis d'environnement pour lever une taxe sur les emplacements de parcage.

Enfin, le Conseil indique que les considérations émises sous ce titre s'appliquent également à l'article 4.1.1. (« livre 4 – titre 1 dispositions modificatives – chapitre 1^{er} modifications de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement »).

LIVRE 2 : Mesures sectorielles - Titre 4 – Exemplarité des pouvoirs publics - Chapitre 1: Investissements immobiliers

Considérations particulières

Article 2.4.2. §3

Le Conseil réitère sa considération particulière relative à la définition de « zéro énergie » émise à propos de l'article 2. 1. 1. 7°.

LIVRE 2 : Mesures sectorielles – Titre 5 – Dispositions relatives aux professionnels - Chapitre 1 : Agrément des professionnels

Considérations particulières

Article 2. 5. 2. §2

Le Conseil demande que les durées prévues pour des aspects simples de la procédure (par exemple la déclaration de dossier complet ou incomplet) soient raisonnables afin qu'elles n'entraînent pas un rallongement inutile des délais pour les décisions en matière d'octroi des demandes d'agrément.

Article 2. 5. 3.

Le Conseil souligne que le droit de dossier exigé pour les agréments (250 euros/agrément) risque de peser lourd dans le budget de petites ou moyennes entreprises pourtant obligées de les obtenir afin de pouvoir exercer leurs métiers. Il rappelle qu'il a exprimé son opposition à la perception d'un droit de dossier dans plusieurs de ses avis ou, à tout le moins, a plaidé pour que le remboursement du droit de dossier soit prévu dans le cas où le demandeur ne recevrait aucune notification de décision dans les délais prévus.

Le Conseil attire également l'attention sur le fait qu'un professionnel, devant être agréé, qui souhaiterait être actif dans les trois Régions devra s'acquitter trois fois des droits de dossier et devra effectuer trois fois les démarches administratives pour être agréé. Il souligne que cette difficulté risque de concerner particulièrement les professionnels bruxellois dans la mesure où il est très probable que ces derniers ne limitent pas leurs activités au territoire restreint de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil demande dès lors que l'agrément obligatoire ne concerne que les métiers pour lesquels ce moyen de contrôle apporte une réelle plus-value.

LIVRE 2 : Mesures sectorielles – Titre 5 – Dispositions relatives aux professionnels -
Chapitre 2 : Obligations à charge des fournisseurs de mazout

Considérations générales

Le Conseil constate qu'il est prévu une nouvelle obligation à charge des fournisseurs de mazout, selon laquelle ceux-ci doivent disposer d'une licence de fourniture octroyée par le Gouvernement pour approvisionner en mazout de chauffage un site de consommation situé en Région de Bruxelles-Capitale. En outre, la détention de cette autorisation donne lieu à la perception mensuelle d'un droit à charge du fournisseur fixé à 0.05€/litre de mazout délivré.

Par ailleurs, le Conseil souligne que cette disposition soulève d'importants problèmes :

- Problèmes pratiques dans l'exécution

Comme stipulé ci-dessus, cette licence est à charge de ceux qui fournissent leurs clients, ce qui néglige tout à fait la réalité du fonctionnement du marché. En effet, les fournitures peuvent se faire depuis des lieux de stockage implantés à Bruxelles et dans les autres Régions. Le contrôle de toutes les voies menant à Bruxelles pour veiller au respect de cette obligation nous paraît une tâche difficile.

A cela s'ajoute que le traitement administratif d'un calcul mensuel constituera une charge supplémentaire lourde, aussi bien pour les fournisseurs que pour les pouvoirs publics.

Une marge de distribution maximale est arrêtée dans le Contrat-programme. Celle-ci s'élève actuellement à 0,073 euros le litre. Cette marge est destinée à couvrir les frais de tous les acteurs impliqués dans la fourniture de mazout de chauffage, de la raffinerie au consommateur final (la « supply chain »). Dans ces circonstances, il est impossible que les fournisseurs de mazout paient une taxe supplémentaire de 0,05 €/litre sans que leur fonctionnement ne soit rendu impossible.

Le lien entre la licence et le degré d'imposition n'est également pas clair dans la mesure où la licence est liée au statut du fournisseur de mazout et le calcul est quant à lui basé sur ce qui est livré alors que cette livraison ne doit pas nécessairement être effectuée par un fournisseur de mazout.

Il convient de noter que la notion de « fournisseur de mazout » n'est pas définie.

- Discrimination économique

Les Régions doivent exercer leurs compétences en observant le principe de la libre circulation de marchandises². Compte tenu de l'ampleur limitée du marché belge et étant donné que des fournisseurs de mazout sont implantés dans chaque Région pour tout le territoire belge, il faut que le système fiscal évite toute discrimination interrégionale entre les différents fournisseurs (et consommateurs). Pour cela, il faut veiller à la coordination des législations en vigueur dans les différentes Régions. Dans le cas contraire, la vente interrégionale au sein du territoire belge pourrait s'avérer très difficile.

Par ailleurs, on peut poser la question de la compétence de la Région puisque seul l'Etat fédéral est en charge des matières qui à cause de leur indivisibilité technique et économique requièrent un traitement égal au niveau fédéral (dont les tarifs).

Le troisième argument qui plaide contre l'introduction du règlement envisagé est le fonctionnement du Contrat-programme et de son annexe technique qui règlent la structure des prix maximums des produits pétroliers en Belgique.

² Voir article 6 § 1, VI, 2, al. 3 de la Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

L'article 21 de cette annexe technique³ stipule que d'éventuelles modifications au niveau des charges fiscales sur les produits ont un impact immédiat et intégral sur les prix au consommateur le jour de leur application ; une rétribution régionale aboutirait à un prix maximum différencié, ce qui causerait un déséquilibre au détriment des consommateurs de mazout à Bruxelles.

Le Conseil constate que les deux autres Régions ne s'inscrivent pas dans la même logique que la Région bruxelloise puisqu'elles ont transposé la Directive 2006/32/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2006 relative à l'efficacité énergétique dans les utilisations finales et aux services énergétiques et abrogeant la directive 93/76/CEE du Conseil mais sans imposer une telle charge budgétaire aux fournisseurs de mazout.

- La taxation régionale sur les produits pétroliers est interdite

Le Conseil attire l'attention sur le fait que les Régions ne sont pas habilitées à lever des taxes sur les matières qui font l'objet d'une taxation par l'Etat fédéral⁴, sauf si cela a été spécifiquement approuvé par le législateur fédéral.

Cela signifie que les Régions ne sont pas compétentes pour lever elles-mêmes et de façon autonome une taxe sur ces matières faisant l'objet d'une taxation par l'Etat, ce qui est le cas pour le mazout de chauffage (comme les accises, la TVA, la contribution APETRA et la contribution au Fonds Social Chauffage).

Mentionner dans l'exposé des motifs de ce projet que la base imposable n'est pas le produit revient à méconnaître le texte du projet qui stipule explicitement que le droit est calculé sur le produit (à savoir 50 Euros/1.000 litres).

Le dernier contrargument fiscal est le constat que cette redevance n'est pas reprise dans la liste des possibles impôts qui peuvent être levés par les Régions (Loi spéciale du 16 janvier 1989).

C'est pour tous ces éléments que **le Conseil** estime que le règlement proposé est impossible d'un point de vue juridique et pratique, si bien qu'il faudrait supprimer ce chapitre dans sa forme actuelle.

Considérations particulières

Le Conseil constate que l'exposé des motifs fait mention d'un article 2.5.8, or l'avant-projet de COBRACE ne contient pas un tel article sauf à considérer que le dernier paragraphe de l'article 2.5.7 correspond à cet article 2.5.8. Dans lequel cas, il s'agirait d'une absence de numérotation.

Article 2.5.7

Concernant le dernier paragraphe de cet article, **le Conseil** estime nécessaire que les éventuelles dispositions supplémentaires soient intégrées dans le présent COBRACE (après concertation avec le secteur concerné) et non intégrées par après dans un arrêté.

³ Les modifications de charges légales (comme notamment les accises, les accises spéciales, la redevance de contrôle, la cotisation énergie, le coût du stockage obligatoire, la contribution au fonds d'assainissement du sol, des stations-service, et la contribution au Fonds Social Chauffage) levées sur les produits pétroliers respectifs seront immédiatement et intégralement, le jour de leur application, calculés dans les prix maximums.

⁴ Article 1^{er} de la Loi « non bis in idem » du 23 janvier 1989 relative à la compétence fiscale visée à l'article 110, §§ 1er et 2, de la Constitution.

LIVRE 2 : Mesures sectorielles – Titre 6 – Infractions et sanctions

Considérations générales

Le Conseil estime qu'il y a lieu de réserver les sanctions pénales aux actes qui, soit par négligence grave soit de manière intentionnelle, portent gravement atteinte à l'environnement.

Concernant les amendes administratives, **le Conseil** estime qu'elles doivent avoir un caractère réellement dissuasif notamment au regard des dispositifs en vigueur dans les deux autres Régions. Il souligne que tant le délai entre la faute et l'amende, que le montant de cette amende doivent pouvoir jouer leur rôle de dissuasion.

Considérations particulières

Annexe 2.1

Le Conseil souhaite que dans le point 3. d), l'étanchéité à l'air puisse faire l'objet d'un point à part entière (un point d) bis).

LIVRE 3 : Dispositions relatives à l'air, au climat et à l'énergie - Titre 1 : Généralités (définitions)

Considérations générales

Le Conseil prend acte que certaines des définitions proviennent notamment de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la gestion et l'évaluation de la qualité de l'air, de Directives européennes du protocole de Kyoto et que quelques définitions sont nouvelles.

Ainsi, le Conseil s'oppose à l'extension du champ d'application de la notion de « petite installation », qui est définie de manière plus stricte que dans la Directive européenne. Il souhaite que soit reprise, en tant que telle, la définition de la Directive européenne.

LIVRE 3 : Dispositions relatives à l'air, au climat et à l'énergie - Titre 2 : Qualité de l'air et émissions de polluants atmosphériques - Chapitre 2 : Conseil supérieur de l'air

Considérations générales

Le Conseil se demande s'il est nécessaire d'instituer, en tant que tel, un Conseil supérieur de l'Air. Des alternatives pourraient être envisagées quant à l'attribution des missions qui lui sont confiées à d'autres instances déjà existantes, comme le Conseil de l'Environnement de la Région de Bruxelles-Capitale. A cet égard, les moyens budgétaires et humains de ce Conseil de l'Environnement devraient être renforcés.

En outre, le Conseil souligne qu'en la matière, il est important qu'il y ait une coopération et des synergies avec des instances similaires qui existeraient dans les deux autres Régions ou au niveau fédéral.

Si, toutefois, un tel Conseil Supérieur de l'Air est institué, le Conseil souligne qu'il faut que celui-ci se voie attribuer les moyens humains et financiers nécessaires pour pouvoir assurer les missions qui lui seront confiées.

LIVRE 3 : Dispositions relatives à l'air, au climat et à l'énergie - Titre 2 : Qualité de l'air et émissions de polluants atmosphériques - Chapitre 5 : Gestion de la qualité de l'air et des émissions de polluants atmosphériques

Considérations générales

Le Conseil souligne qu'il est important lorsque des mesures relatives à la gestion de l'air sont définies, qu'une analyse soit réalisée en concertation avec les deux autres Régions, dans les cas où la source de pollution n'est pas le seul fait d'activités de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil estime que même si la Région ne dispose pas des instruments nécessaires pour contrer une pollution dont l'origine n'est pas exclusivement intérieure, des mesures de bonne gestion doivent être prises. Dans la fixation de ces mesures, le Gouvernement doit veiller au respect du principe de proportionnalité entre les mesures préconisées et les effets réels sur la qualité de l'air, la santé publique et l'environnement.

Par ailleurs, il ajoute que des dispositifs européens efficaces devraient exister pour agir sur les sources de pollution transfrontalières.

Le Conseil demande à être consulté préalablement à l'arrêt par le Gouvernement de mesures visant à réduire structurellement la pollution atmosphérique.

LIVRE 3 : Dispositions relatives à l'air, au climat et à l'énergie - Titre 2 : Qualité de l'air et émissions de polluants atmosphériques - Chapitre 6 : Plan d'action à court terme

Considérations particulières

Article 3.2.12

Avant que le Gouvernement arrête le plan d'action à court terme, visant à faire face au risque de dépassement ou au dépassement d'une valeur limite ou d'un seuil d'alerte, **le Conseil** demande à être consulté sur le contenu de celui-ci.

Concernant le point 2 des mesures à savoir « *des mesures de réduction ou de suspension des activités génératrices de pollution, y compris de la circulation automobile, et de réduction des émissions de sources fixes et mobiles* », **le Conseil** souhaite que la phrase suivante soit ajoutée à la fin de ce point : « *dans le respect du principe de proportionnalité* ».

LIVRE 3 : Dispositions relatives à l'air, au climat et à l'énergie - Titre 2 : Qualité de l'air et émissions de polluants atmosphériques - Chapitre 7 : Pollution atmosphérique transfrontière

Considérations particulières

Article 3.2.13

Le Conseil souhaite qu'entre les termes «... *provenant...* » et « *...d'autres Etats membres de l'Union européenne...* » soient ajoutés les termes « *d'autres Régions et* ».

LIVRE 3 : Dispositions relatives à l'air, au climat et à l'énergie - Titre 2 : Qualité de l'air et émissions de polluants atmosphériques - Chapitre 9 : Zones de basses émissions

Considérations générales

Le Conseil rappelle que la Région de Bruxelles-Capitale a comme spécificité d'avoir un tissu socio-économique mixte dans la mesure où de nombreux acteurs économiques sont intégrés aux zones d'habitat. Toute mesure restrictive permanente appliquée à des zones de logement peut donc également être de nature à affecter le fonctionnement des acteurs économiques. Il estime dès lors indispensable d'analyser l'impact socio-économique avant toute prise de décision en cette matière.

Le Conseil insiste par ailleurs pour que la notion de « basses émissions » soit précisément et strictement définie afin d'éviter tout arbitraire en la matière. En outre, étant donné les impacts socio-économiques possibles, il insiste pour que cette définition soit élaborée à l'issue d'une concertation avec les partenaires sociaux dans le cadre du Conseil économique et social. Il suggère par ailleurs de solliciter l'avis du Conseil économique et social préalablement à la définition de toute éventuelle zone de basses émissions.

D'ores et déjà, **le Conseil** souligne l'importance du respect du principe de proportionnalité lors de la définition des mesures qui seront mises en vigueur dans les éventuelles zones de basses émissions.

Le Conseil s'interroge quant à la pertinence d'agir uniquement sur les activités en matière de transport/mobilité et rappelle l'importance de la part des émissions de polluants liés à la consommation de chauffage des bâtiments.

Considérations particulières

Article 3. 2. 17. §1

Le Conseil insiste sur la qualité de la concertation avec les communes et le nécessaire rôle de coordination de la Région en matière de détermination des zones basses émissions.

Article 3. 2. 17. §3

Estimant qu'il faut également tenir compte des situations particulières des entreprises et des indépendants, **le Conseil** demande l'ajout des mots « *et des acteurs économiques* » après les mots « *notamment des personnes* ».

LIVRE 3 : Dispositions relatives à l'air, au climat et à l'énergie - Titre 3 : Emissions de gaz à effet de serre - Chapitre 1 : Système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

Considérations particulières

Article 3.3.8

Le Conseil rappelle sa remarque concernant la notion de « petites installations » pour laquelle il souhaite que soit reprise la définition de la Directive européenne.

Article 3.3.10

Le Conseil souligne la lourdeur de phrase « *Aux fins de l'évaluation des modifications significatives de capacité ultérieures, l'Institut considère cette capacité installée de la sous-installation après la réduction significative de capacité comme la capacité installée initiale de la sous-installation.* ». Il suggère de la reformuler afin d'en permettre une lecture plus aisée.

LIVRE 3 : Dispositions relatives à l'air, au climat et à l'énergie - Titre 4 : Infractions et sanctions

Considération générale

Concernant les sanctions pénales, **le Conseil** rappelle sa considération émise précédemment selon laquelle, il estime qu'il y a lieu de les réserver aux actes qui, soit par négligence grave soit de manière intentionnelle, portent gravement atteinte à l'environnement. Pour les amendes administratives, il estime que leur montant doit pouvoir être dissuasif.

Considération particulière

Article 3.4.1 § 2

Le Conseil s'interroge quant au fait que les installations exclues du système d'échange de quotas d'émissions puissent être soumises à une amende administrative. Il souligne que ces installations peuvent être sanctionnées via la procédure prévue par l'ordonnance relative aux permis d'environnement si elles ne respectent pas les conditions prévues dans leur permis (dont des conditions en matière d'émissions). Il craint dès lors que cet article introduise le risque que ces installations puissent être sanctionnées deux fois.

LIVRE 4 - Titre 1 : Dispositions modificatives – Chapitre 1 : Modifications de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement

Considérations générales

Le Conseil rappelle sa position selon laquelle, il s'oppose à l'utilisation du permis d'environnement comme outil pour lever une taxe sur les emplacements de parcage. Ce faisant, il demande la suppression des mots « *les effets de cette renonciation sont définitifs et irrévocables* » de l'article 4.1.1. §4 (2^{ème} alinéa de la page 168).

LIVRE 4 - Titre 1 : Dispositions modificatives – Chapitre 2 : Modifications de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement

Considérations générales

Concernant les sanctions pénales, le Conseil rappelle, à nouveau, sa considération émise précédemment selon laquelle, il estime qu'il y a lieu de les réserver aux actes qui, soit par négligence grave soit de manière intentionnelle, portent gravement atteinte à l'environnement. Pour les amendes administratives, il estime que leur montant doit pouvoir être dissuasif.

LIVRE 4 - Titre 1 : Dispositions modificatives – Chapitre 4 : Modification de l'ordonnance du 12 décembre 1991 créant des fonds budgétaires

Considérations générales

Le Conseil considère positif le principe de définir légalement l'affectation des moyens financiers dégagés par des fonds. Cependant, il estime que l'affectation de ces moyens n'est pas assez précise. En outre, il estime que les moyens du fonds ne devraient pas être affectés à des frais de personnel, informatiques et d'expertise autres que ceux directement liés aux politiques visées.

REMARQUES FORMELLES

Le Conseil a constaté plusieurs erreurs de traductions ou de numérotations lors de son examen de cet avant-projet de code. Il suggère dès lors une relecture attentive du texte afin de corriger ces erreurs. Afin de faciliter ce travail de relecture, il communique les coquilles suivantes constatées lors de son examen du texte.

Article 1.1.2, 3°

Le Conseil constate que les versions française et néerlandaise présentent une différence. Les termes « et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil » ne se trouvent pas traduits dans la version néerlandaise.

Article 1.1.2, 7° et 8°

Le Conseil constate que les points 7 et 8 de l'article 1.1.2 sont inversés dans les versions française et néerlandaise du texte.

Article 2.2.7, §4

Le Conseil constate une erreur de traduction : le terme « demandeur » en français est traduit en néerlandais par « de vergunningverlenende overheid ».

Article 2.2.16, §3 et Article 2.3.47

Le Conseil suggère de remplacer les termes « ordonnance » en français et « ordonnantie » en néerlandais respectivement par « code » et « wetboek ».

Livre 2, titre 2, chapitre 4

Le Conseil constate que le terme « local » manque entre les mots « plan » et « d'actions » dans le titre de la version française.

Article 2.3.13, 5°

Le Conseil constate qu'il manque les termes « des actions » avant les mots « spécifiques et opérationnelles » dans la version française.

Article 2.3.14, §4, Article 2.3.17, §2, Article 2.3.20 alinéa 2, Article 2.3.36 alinéa 1, Article 2.3.40, §2, Article 2.3.50, §2

Le Conseil souligne une erreur dans le renvoi à l'article faisant référence à l'aide financière ou matérielle qui peut être octroyée. En effet, cette dernière est prévue à l'article 2.3.47 (Livre 2 – Titre 3 – Chapitre 1 – Section 5) et non à l'article 2.3.46.

Article 2.3.62, §§ 1 et 2

Le Conseil constate que tant la version française que la version néerlandaise renvoient à des articles n'existant pas dans l'avant-projet de code (article 2.3.65., article 2.3.66., article 2.3.67).

Article 2.4.9, 1°

Le Conseil constate une différence entre les versions française et néerlandaise du texte. En français, on retrouve les termes « en vertu de l'article 2.4.8 » et en néerlandais « krachtens artikel 2.4.7 ». Il semblerait que la version française soit correcte.

Article 2.5.1, 2°

Le Conseil constate que la définition du certificateur, qui est visée, se trouve à l'article 2.1.1, 16° et non à l'article 2.2.13.

Article 2.6.2

Le Conseil constate deux différences entre les versions française et néerlandaise du texte. D'une part, il s'agit d'une différence entre les termes français « ... les exigences PEB visées à l'article 2.2.15 n'ont pas été respectées, ... » et les termes néerlandais « ...de EPB-eisen bedoeld in artikel 2.2.14 niet zijn nageleefd... ». D'autre part, il s'agit d'une différence de montant dans l'amende prévue qui est de 125 à 25.000 euros dans la version française et de 25 à 25.000 euros dans la version néerlandaise.

Article 4.1.5

Le Conseil constate que l'article 4.1.5 n'est pas numéroté, à supposer qu'il s'agit du texte du haut de la page 172.

*

* *



ADVIES UITGEBRACHT
DOOR DE ECONOMISCHE EN SOCIALE RAAD
VOOR HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
TIJDENS ZIJN ZITTING VAN 27 FEBRUARI 2012

inzake

**het voorontwerp van Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheer
(BWLKE)**

VOORONTWERP VAN BRUSSELS WETBOEK VAN LUCHT, KLIMAAT EN ENERGIEBEHEER (BWLKE)

Advies van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. 27 februari 2012.

Aanhangigmaking

Op 4 januari 2012 heeft de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vanwege de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevoegd voor Leefmilieu en Energie een adviesaanvraag ontvangen inzake het voorontwerp van Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheer (BWLKE).

Na onderzoek door zijn Commissie Leefmilieu en zijn Commissie CATRO-Mobiliteit tijdens zittingen op 23 en 31 januari 2012 en op 6, 15, 23 februari 2012, formuleert de Economische en Sociale Raad het volgend advies.

Advies

Voorafgaande beschouwingen

De Raad neemt akte van het feit dat dit voorontwerp van wetboek tot doel heeft het gewestelijk lucht-, klimaat- en energiebeleid te integreren, de huidige onvolkomenheden te verbeteren en verschillende Europese richtlijnen betreffende deze materies om te zetten. Hij verwelkomt het beginsel van een codificatie die alleen maar kan bijdragen tot een betere coherentie.

De Raad stelt vast sommige maatregelen in het voorontwerp van wetboek eveneens het voorwerp uitmaken van andere plannen en planontwerpen. Hij dringt aan op het feit dat dit voorontwerp van wetboek de coherentie moet waarborgen met deze plannen en planontwerpen die momenteel worden opgesteld en waarvan sommige nog steeds het voorwerp uitmaken van gesprekken met de sociale gesprekspartners. **De Raad** meent dat de maatregelen voorzien in het voorontwerp van wetboek zich eveneens moeten kunnen inschrijven in de doelstellingen van het GewOP.

Gelet op de vaststelling dat het voorontwerp van wetboek nieuwe bepalingen bevat en talrijke wijzigingen aan teksten die van kracht zijn, dringt **de Raad** erop aan dat zou worden overgegaan tot een evaluatie van de sociaaleconomische impact (inzake de doelstellingen op milieukundig vlak en de verbetering van de volksgezondheid en de levenskwaliteit van de Brusselaars)¹ van de maatregelen die worden overwogen in elk hoofdstuk. Hij vindt dat deze evaluatie moet gebeuren voor de inwerkingtreding van de nieuwe bepalingen ingevoerd door het voorontwerp van BWLKE. Hij dringt er tevens op aan dat deze evaluatie zou geschieden met de nodige waakzaamheid en meent dat het beginsel van de omkeerbaarheid moet kunnen worden aanvaard indien dit nodig blijkt voor de lezing van de milieukundige en sociaaleconomische impact. Hij vraagt bovendien dat de evaluatie van de sociaaleconomische impact uitdrukkelijk wordt voorzien telkens als het voorontwerp van BWLKE een milieukundige evaluatie overweegt of een milieueffectenrapport.

¹ Het begrip van duurzame ontwikkeling impliceert immers een evenwicht tussen zijn drie pijlers.

De Raad vraagt dat de definities, die voortkomen uit de omzetting van Europese richtlijnen die zijn opgenomen in het voorontwerp van wetboek, de meest recente Europese definities zouden zijn (indien dit niet het geval is, dan moeten deze worden aangepast) en dat deze worden geactualiseerd indien er een wijziging wordt doorgevoerd op Europees vlak. Deze vraag moet toelaten om een goede coherentie te verzekeren tussen de wetgeving van de Europese Unie en deze van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad vindt het onontbeerlijk dat er voor bepaalde maatregelen een overgangsperiode wordt voorzien. Dit moet de verschillende betrokken actoren in de mogelijkheid stellen om zich aan te passen aan deze nieuwe bepalingen. Hij meent bovendien dat voor de overgang een begeleiding moet worden voorzien voor de maatregelen die wijzigingen meebrengen ten opzichte van de huidige wetgeving. Om deze overgang te verzekeren, stelt hij de organisatie voor van informatiecampagnes ter attentie van de verschillende actoren die betrokken zijn bij het BWLKE, evenals het behoud van de maatregelen van financiële ondersteuning voor de gebruikers en de ondernemingen.

De Raad meent dat de coördinatie tussen de gewesten een noodzaak is, wat geen specifieke maatregelen voor het Gewest uitsluit indien deze gerechtvaardigd zijn.

BOEK 1 : algemene bepalingen - Titel 2 – Doelstellingen

Artikel 1.2.1

De Raad vraagt de toevoeging van de woorden “en economisch” tussen de woorden “sociaal” en “vlak” in het laatste lid van artikel 1.2.1. Zo zullen de doelstellingen, die in deze titel worden uiteengezet, de drie pijlers van de duurzame ontwikkeling in aanmerking nemen.

BOEK 1 : algemene bepalingen - Titel 3 – Definities

Algemene beschouwingen

De Raad stelt voor dat het geheel van de definities, die worden gebruikt in het voorontwerp van BWLKE, in dit eerste boek worden opgenomen om de lezing ervan te vergemakkelijken. Hij vindt het bovendien opportuun om aan het begin van elk hoofdstuk eveneens de definities te vermelden die nuttig zijn voor de lezing ervan (zoals dit momenteel is voorzien) teneinde de lezing ervan mogelijk te maken zonder het hele wetboek te moeten raadplegen.

De Raad herhaalt zijn vraag in de voorafgaande beschouwingen opdat de definities afkomstig uit omzettingen van Europese richtlijnen die zijn opgenomen in het voorontwerp van wetboek zouden overeenstemmen met de meest recente Europese definities en dat men zou voorzien om deze te actualiseren indien er wijzigingen optreden op Europees vlak.

Bijzondere beschouwingen

Artikel 1.3.1. 4° b) « overheid »

De Raad vraagt zich af of het simpel feit van onderworpen te zijn aan een controle van de overheid voldoende is om een opname mee te brengen in de definitie van “overheid”. Hij onderstreept in dit verband dat het begrip van controle door de overheid voorkomt in een geheel van nogal uiteenlopende situaties.

BOEK 1 : algemene bepalingen - Titel 4 – Gewestelijk Lucht-Klimaat-Energieplan

Algemene beschouwingen

De Raad herhaalt zijn twee voorafgaande beschouwingen betreffende de vereiste coherentie tussen dit voorontwerp van plan en de andere bestaande plannen of plannen die worden opgesteld, enerzijds, en de noodzakelijke evaluatie van de sociaaleconomische impact van dit voorontwerp van BWLKE, anderzijds.

De Raad meent dat het opportuun zou zijn om het gewestelijk lucht-klimaat-energieplan op te nemen in het toekomstig GPDO door de prioriteiten op het vlak van lucht, klimaat en energie in te schrijven in een specifiek hoofdstuk. Dit zou aan het BWLKE meer coherentie geven.

Bijzondere beschouwingen

Artikel 1.4.1.

De Raad is van oordeel dat er een gebrek aan duidelijkheid is wat betreft het dwingend of indicatief karakter van de doelstellingen die over een periode van 10 jaar moeten worden bereikt.

Artikel 1.4.2.

De Raad meent dat dit artikel incoherent is in de mate waarin het de hiërarchie van de plannen en programma's in vraag stelt. Dit artikel brengt immers mee dat het hele gewestelijk beleid moet "aansluiten bij de doelstellingen die het lucht-klimaat-energieplan nastreeft", wat ongepast is.

De Raad wijst er overigens op dat de enige hiërarchie, die kan worden overwogen, betekent dat het geheel van de plannen en programma's die zijn opgesteld door het Gewest worden onderworpen aan de doelstellingen van het toekomstig GPDO dat een algemene strekking heeft.

De Raad vraagt daarom dat dit artikel wordt herschreven of geschrapt.

Artikelen 1.4.4., 1.4.5., 1.4.6., 1.4.8., 1.4.9., 1.4.10. 1.4.11. 1.4.12. 1.4.13.en 1.4.15

De Raad herhaalt zijn voorafgaande beschouwing betreffende de evaluatie van de sociaaleconomische impact.

Artikel 1.4.8.

De Raad vraagt zich af wat het begrip "redelijke termijn" omvat.

De Raad vraagt zich bovendien af welke modaliteiten zijn voorzien voor een reële samenwerking met een gewest of lidstaat die aanzienlijke negatieve gevolgen voor het leefmilieu wil laten gelden.

Artikel 1.4.11.

De Raad vraagt zich af wat het begrip "redelijke oplossingen" omvat.

Artikel 1.4.15.

De Raad stelt vast dat er is voorzien dat de wijzigingen, die het gevolg zijn van verplichtingen die voortvloeien uit de Europese reglementering of internationale instrumenten wanneer de omzetting of verwezenlijking van deze verplichtingen verplicht moeten worden aangevat voor het verstrijken van de termijn van vijf jaar tijdens dewelke het plan van toepassing is, niet aan de bepalingen van hoofdstuk 2 moeten worden onderworpen. Hij vindt dat men zich in dit geval moet beperken tot een zuivere omzetting van het Europees of internationaal voorschrift.

BIJLAGE 1.2.

De Raad herhaalt zijn voorafgaande beschouwing betreffende de evaluatie van de sociaaleconomische impact.

BOEK 2. – Sectorale maatregelen – Titel 1 – Algemeenheden (definities)

Bijzondere beschouwingen

Artikel 2. 1. 1.

De Raad stelt voor om de definitie toe te voegen van “kostenoptimaalniveau”, in de mate waarin dit begrip wordt gebruikt in artikel 2.2.3. van het voorontwerp van COBRACE.

Artikel 2. 1. 1. 3°, 4°, 5°

De Raad stelt vast dat de nieuwe definities van de begrippen “nieuw”, “zwaar gerenoveerde” en “eenvoudig gerenoveerde” een aanzienlijke uitbreiding meebrengen van het toepassingsveld van de EPB-wetgeving. Hij onderstreept in dit verband dat :

- de definitie van een “nieuw” gebouw meebrengt dat alle werken onderworpen aan een stedenbouwkundige vergunning zouden kunnen beschouwd als ondergebracht in de categorie van nieuwe gebouwen;
- de twee nieuwe definities van “gerenoveerd” meebrengen dat er geen mogelijkheid meer zal zijn om over te gaan tot renovaties zonder het toepassingsveld te betreden van het EPB. Welnu, er bestaat momenteel een gedifferentieerde benadering van de zware renovaties en de lichte renovaties.

De Raad vraagt bijgevolg of een evaluatie van de impact van de uitbreiding van deze definities is verricht. Hij onderstreept met name het risico van een toename van het aantal werkzaamheden die zonder verklaring worden uitgevoerd. Hij stelt bovendien voor om de uitvoerbaarheid te onderzoeken van zo'n uitbreiding van het toepassingsveld van de EPB-wetgeving.

Wat betreft de definitie van “zwaar gerenoveerd”, vraagt **de Raad** de toevoeging van de woorden “toegewezen aan de genoemde EPB-eenheid” na de woorden “en als werken worden uitgevoerd aan de technische installaties”. Deze toevoeging moet toelaten om elke verwarring te vermijden met de technische installaties die zich in industriële lokalen bevinden die zijn uitgesloten uit het toepassingsveld van de EPB-wetgeving.

Artikel 2. 1. 1. 7°

De Raad stelt vast dat de definitie van een “bijna-energie neutraal gebouw” die is ingeschreven in de richtlijn 2010/31/EU betreffende de energieprestatie van de gebouwen impliceert dat de “(...) dichtbij nul liggende of zeer lage hoeveelheid energie, die is vereist, in zeer aanzienlijke mate dient te worden geleverd uit hernieuwbare bronnen, en dient energie die ter plaatse of dichtbij uit hernieuwbare bronnen wordt geproduceerd te bevatten”.

Uit bezorgdheid voor de coherentie met het Europees voorschrift vraagt **de Raad** dat deze definitie als volgt wordt herschreven : “geen of zeer laag energieverbruik, verkregen dankzij een hoge energie-efficiëntie waarbij de energie in zeer aanzienlijke mate wordt geleverd uit hernieuwbare bronnen, met name uit hernieuwbare bronnen ter plaatse of dichtbij”.

BOEK 2. – Sectorale maatregelen – Titel 2 – Gebouwen – Hoofdstuk 1 : EPB

Algemene beschouwingen

De Raad herinnert eraan dat de verbetering van de energieprestatie van de gebouwen een driedubbele positieve impact heeft : op het milieu, voor een vermindering van de energiekost (sociale impact) evenals voor de economische sector en de bedrijven (economische impact). In deze context deelt hij de ambities van de Regering voor minder energieverblindende gebouwen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en een vermindering van de CO²-uitstoot. De gebouwen (voor huisvesting en de tertiaire sector) vertegenwoordigen te Brussel ongeveer 70% van het globaal energieverbruik van het Gewest. Gelet op de kenmerken van de Brusselse bebouwing zou Brussel beter kunnen bijdragen tot de strijd tegen de emissie van broeikasgassen. Hij meent dat de doelstellingen hoog moeten liggen maar niettemin realistisch moeten zijn. Hij is van oordeel dat de bepaling van een ambitieus niveau voor de energieprestatie van de gebouwen een gunstige context vereist, zowel op technisch vlak als inzake informatie en opleiding (hij verwelkomt in dit verband de inspanningen verricht in het kader van de Alliantie Werkgelegenheid – Leefmilieu “duurzaam bouwen”). Hij onderstreept bovendien het belang van een doeltreffend financieel ondersteuningsbeleid.

De Raad moedigt het permanent onderzoek aan voor een aanpassing van de wetgevingen aan de technologische veranderingen en de situaties waarmee men wordt geconfronteerd. Hij is de mening toegedaan dat men de filosofie van een globale resultaatgerichte doelstelling moet behouden terwijl men vrijheid laat wat betreft de middelen die moeten worden ingezet. Deze filosofie zet talrijke actoren ertoe aan om zich te interesseren voor de energieprestatie van hun technisch materieel of installaties, terwijl het onderzoek en de ontwikkeling in de sector worden gestimuleerd.

Wat betreft de erkenning van de equivalentie van concepten of technologieën tussen de drie gewesten van het land, stelt **de Raad** voor dat de gewesten zouden overgaan tot een proactief onderzoek teneinde te bepalen welke dossiers van de ondernemingen reeds equivalenties hebben in een ander gewest. Hij oordeelt dat de instelling van het beginsel van een automatisch onderzoek van zulke dossiers een aanzienlijke administratieve vereenvoudiging zou zijn.

De Raad verwelkomt de inspanningen die door het Gewest zijn gedaan voor een dynamisch gewestelijk beleid inzake energie-efficiëntie. Hij steunt in dit verband het principe van aanspoerende instrumenten (energiepremies) voor de verbetering van de energieprestatie van de gebouwen die sedert het begin van de legislatuur zijn ingevoerd door de overheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Hij vraagt dat het beleid van de energieprijzen zo snel mogelijk rekening zou houden met de afschaffing van de fiscale aftrek op het federale vlak voor investeringen die energiebesparingen mogelijk maken.

De Raad dringt bovendien aan op de noodzaak om de beschikbare begrotingsmiddelen voor deze aanspoerende instrumenten op doeltreffende wijze aan te wenden met het oog op maximale energiebesparingen door de begunstigden en het vermijden van onverhoopte voordeeleffecten voor deze laatsten.

De Raad wijst er bovendien op dat deze steunmechanismen slechts in weinig gevallen kunnen worden aangewend door huurders en weinig aanspoerend zijn voor eigenaars die vastgoed verhuren (moeilijk te rentabiliseren investering). In dit verband vestigt hij de

aandacht op het feit dat een groep van huurders, die grote nood zouden kunnen hebben aan zulke voorzieningen, verblijft in de volkswijken van het Gewest.

De Raad vraagt tenslotte dan ook om te worden geraadpleegd over de bestemming van deze premies vooraleer deze worden goedgekeurd door de Regering, evenals over elke wijziging van de wetgeving ter oriëntatie van de instrumenten van financiële ondersteuning. Hij zal er bovendien op toezien dat deze instrumenten zich parallel met de evolutie van de nieuwe eisen terzake ontwikkelen.

De Raad stelt vast dat de federale bevoegdheid inzake mogelijkheden tot fiscale aftrek van hypothecaire leningen tegen de horizon 2014 zal worden overgedragen aan de gewesten. Om kandidaat-kopers gerust te stellen, dringt hij aan op het feit dat een duidelijke communicatie vanwege de Regering over het behoud van het huidig systeem tot aan de overdracht van deze bevoegdheid aan de gewesten noodzakelijk is. Dit moet komaf maken met alle onzekerheid die er momenteel is wat betreft alle investeringen die zouden kunnen worden verricht tot aan deze bevoegdheidsoverdracht.

De Raad is de mening toegedaan dat bepaalde lasten, die verband houden met de procedures betreffende de energieprestatie van de gebouwen, op nuttige wijze zouden kunnen worden beperkt. Hij herhaalt zijn vraag voor een echte coördinatie van de EPB-procedures en de procedure voor de aanvraag van een stedenbouwkundige en/of milieuvergunning, met inbegrip van de aanvraag van afwijkingen. Hij vraagt dat deze procedures niet tot gevolg zouden hebben dat de globale termijn voor de toekenning van de vergunning wordt verlengd.

Bijzondere beschouwingen

Artikel 2.2.1. 8°

De Raad stelt zich vragen bij de mogelijkheid tot controle van deze uitzondering betreffende de tweede verblijven die voornamelijk tijdens de zomer worden betrokken. Hij dringt in dit verband aan op de vereiste eerbied voor het privéleven.

Artikel 2.2.3. §3

De Raad herhaalt zijn bijzondere beschouwing betreffende de definitie van “zero energieverbruik” betreffende artikel 2.1.1. 7°.

Artikel 2.2.4.

De Raad vraagt de toevoeging van een paragraaf die de mogelijkheid voorziet om een aanvraag tot afwijking in te dienen indien tijdens een werf een technisch-economische onmogelijkheid zou worden vastgesteld om aan de eisen te voldoen. Om een lange onderbreking van werkzaamheden te voorkomen, stelt hij voor dat deze eventuele aanvragen tot afwijking zouden worden behandeld via een noodprocedure die sneller verloopt dan de “klassieke” procedure.

De Raad stelt voor om hiervoor de elementen te ontleen aan de noodprocedure die is voorzien in de wetgeving inzake bodemsanering.

Artikel 2.2.5. §1

Duidelijkheidshalve vraagt **de Raad** de toevoeging van de woorden “van een stedenbouwkundige vergunning” tussen de woorden “Bij elke aanvraag” en “met betrekking tot”.

Artikel 2.2.7.

De Raad stelt vast dat de technisch-economische uitvoerbaarheidstudie die wordt opgelegd aan de zware renovaties van meer dan 10.000 m² verdergaat dan deze die is vereist voor renovaties van 5.000 m². Hij dringt er bijgevolg op aan dat deze bijkomende eisen voor renovaties van meer dan 10.000 m² zouden worden opgenomen in de vereiste technisch-economische uitvoerbaarheidstudie voor zware investeringen van meer dan 5.000 m² (om te vermijden dat er twee studies moeten worden uitgevoerd).

De Raad meent overigens dat de uitvoerbaarheidstudie moet passen in het kader van het BATNEEC-principe.

Artikel 2.2.7 §2

De Raad herhaalt zijn bijzondere beschouwing betreffende de definitie van “zero energieverbruik” betreffende artikel 2.1.1. 7°.

Artikel 2.2.7. §4

De Raad vraagt dat de termijn van 45 dagen, die in deze paragraaf is voorzien, zou worden teruggebracht tot 30 dagen.

Artikel 2.2.13 §3

De Raad vraagt om de woorden “wordt het certificaat (...) opgesteld” te vervangen door de formulering “kan het certificaat (...) worden opgesteld”.

Artikel 2.2.14 §1, 3° et §4

De Raad onderstreept dat het belangrijk is om ten laatste over het certificaat te kunnen beschikken op het ogenblik van de ondertekening van het verkoopcompromis, opdat dit document al zijn waarde zou behouden en aan kandidaat-kopers zou toelaten om een investeringskeuze te maken met kennis van de energiekenmerken van de onroerende goederen. Hij wijst erop dat indien een certificaat slechts na het verkoopcompromis zou worden verstrekt, dit document alleen nog een administratieve verplichting zou vormen zonder reëel nut.

BOEK 2. – Sectorale maatregelen – Titel 2 – Gebouwen - Hoofdstuk 2 : EEPB (evaluatie van de energie- en milieuprestatie van de gebouwen)

Algemene beschouwingen

De Raad wijst erop dat dit hoofdstuk betreffende de certificatie- en labelingsmechanismen van de gebouwen met een hoge energie- en milieuprestatie een te breed veld beslaat. Immers, de lezing van dit hoofdstuk laat vermoeden dat deze verplichting eveneens zou kunnen worden opgelegd in de privésector. Welnu, het lijkt erop dat men deze verplichting in een eerste fase enkel wil opleggen aan gebouwen die toebehoren aan een overheidsdienst.

Bijzondere beschouwingen

Artikel 2.2.19. §2 d)

Overeenkomstig zijn algemene beschouwing vraagt **de Raad** om de zin "... mogen de certificering of het toekennen van een label verplicht worden gemaakt voor de gebouwen die voor een bepaald type van bestemming voorbehouden zijn of toebehoren aan een overheid..." te vervangen door de formulering "... mogen de certificering of het toekennen van een label verplicht worden gemaakt voor de gebouwen die voor een bepaald type van bestemming voorbehouden zijn **en** toebehoren aan een overheid..."

De Raad vestigt bovendien de aandacht op een nummeringfout. Het begin van dit artikel moet als volgt worden gelezen : "... in afwijking van punt **b)**..."

BOEK 2. – Sectorale maatregelen – Titel 2 – Gebouwen - Hoofdstuk 3 : Energieaudits

Algemene beschouwingen

De Raad herinnert eraan dat hij twee adviezen heeft uitgebracht met betrekking tot de energieaudits, namelijk betreffende :

- het ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de energieaudit voor grote energieverbruikende instellingen (17.02.2011);
- het voorontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de energieaudit van de individuele woning (15.09.2011).

De Raad verwijst naar de beschouwingen die werden geformuleerd in beide adviezen. Hij vraagt bovendien om te worden geraadpleegd wat betreft de modaliteiten voor de energieaudits die zullen moeten worden bepaald.

BOEK 2. – Sectorale maatregelen – Titel 2 – Gebouwen - Hoofdstuk 4 : Plan voor lokale actie voor het gebruik van energie (PLAGE)

Algemene beschouwingen

Gelet op :

- de uitbreiding van het EPB-toepassingsveld tot talrijke gebouwen;
- de inwerkingtreding van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15 december 2011 betreffende een energieaudit voor grote energieverbruikende instellingen (dat met name de verplichting voorziet tot het doorvoeren van zogenaamde "rendabele" maatregelen);
- De mogelijkheid tot een uitbreiding van het toepassingsveld van de gebouwen die een PLAGE moeten uitvoeren.

De Raad meent dat de verwezenlijking van een programma PLAGE voor de privésector in sommige gevallen een bijkomende en zware etappe kan vormen die inopportuun is. Immers, sommige instrumenten, die reeds zijn ingevoerd door ondernemingen, kunnen een dubbel gebruik vormen met het programma PLAGE. Om deze situatie te vermijden, vraagt **de Raad** dat het BWLKE een systeem van afwijkingen op het programma PLAGE zou voorzien voor de gevallen waarin de onderneming kan aantonen dat zij andere stappen onderneemt die dezelfde doelstellingen verwezenlijken dat het programma PLAGE.

Bijzondere beschouwingen

Artikel 2. 2. 22.

De Raad stelt vast dat is voorzien dat elke onderneming met een totale oppervlakte van meer dan 300.000 m² verplicht zal zijn om een PLAGE te verwezenlijken. Hij vraagt dat duidelijker zou worden aangegeven dat deze verplichting enkel betrekking zal hebben op kantoren, zoals is bevestigd door de Brusselse overheid.

De Raad vindt het bovendien ongepast dat men de uitbreiding - door middel van een regeringsbesluit - toelaat van het toepassingsveld van dit instrument dat belangrijke verplichtingen omvat. Hij dringt erop aan dat de zin "De Regering kan het toepassingsgebied van deze paragraaf uitbreiden" wordt geschrapt. Zo zal elke eventuele beslissing tot wijziging van het toepassingsgebied een wijziging van de ordonnantie meebrengen.

BOEK 2. – Sectorale maatregelen – Titel 3 – Vervoer - Hoofdstuk 1 : Vervoerplannen

Algemene beschouwingen

De Raad vestigt de aandacht op het feit dat er verschillen bestaan tussen de bepalingen voorzien in dit voorontwerp van wetboek (dat de bepalingen overneemt van de ordonnantie van 14 mei 2009 betreffende de vervoerplannen) en deze voorzien in het besluit van 7 april 2011 betreffende de bedrijfsvervoerplannen. Hij wijst erop dat dit zorgt voor een gebrek aan duidelijkheid en zelfs tot rechtsonzekerheid. Hij vraagt daarom dat de coherentie van deze tekst en de bestaande bepalingen van het besluit wordt nagegaan, met name wat betreft de artikelen 2.3.1. 9°, 2.3.23. §1 en 2.3.24. §1 (zie hieronder).

Bijzondere beschouwingen

Artikel 2. 3. 1. 9°

De Raad vestigt de aandacht op het feit dat het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 april 2011 betreffende de bedrijfsvervoerplannen verwijst naar de volgende definitie : "*werknemer daadwerkelijk tewerkgesteld op de site : werknemer die, normaliter, minstens de helft van zijn werkdagen op de site aanvangt en beëindigt, ook al voert hij dienstverplaatsingen uit*".

Artikel 2. 3. 21.

De Raad vraagt dat de woorden "*Het plan wil de verplaatsingsgewoontes (...) veranderen*" in het laatste lid worden vervangen door de volgende formulering : "*Het plan wil de wijziging van verplaatsingsgewoontes (...) aanmoedigen*".

Artikel 2. 3. 23. § 1 2°

De Raad doet opmerken dat de huidige bepalingen in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 april 2011 betreffende de bedrijfsvervoerplannen niet verwijzen naar een aanwezigheid van de werknemers op de site "gedurende meer dan 10 dagen per maand".

Artikel 2.3.23. §1 en artikel 2.3.24. §1

De Raad doet opmerken dat de verplichtingen betreffende de diagnose en het actieplan niet dezelfde zijn als deze bepaald in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 april 2011 betreffende de bedrijfsvervoerplannen.

BOEK 2. – Sectorale maatregelen – Titel 3 – Vervoer - Hoofdstuk 2 : Verbetering van de energieprestatie van de voertuigen

Algemene beschouwingen

De Raad stelt vast dat het voorontwerp van BWLKE in artikel 2.3.51 voorziet dat aan de taxi's een minimumecoscore van 69 wordt opgelegd. Hij geeft aan dat de kwestie van de minimumecoscore voor de taxi's reeds werd besproken binnen het Gewestelijk Adviescomité voor de taxi's en huurvoertuigen met chauffeur. In zijn advies van 29 november 2011 hebben de leden van dit comité zich unaniem uitgesproken tegen het voorstel om de minimumecoscore vast te leggen op 69 (vervolgens op 70 op 1 juli 2013 en op 71 op 1 januari 2015). Dit comité heeft zich eveneens unaniem uitgesproken voor een minimumecoscore van maximum 67. Het heeft er bovendien op aangedrongen dat rekening zou worden gehouden met het huidige marktaanbod van aangepaste voertuigen voor het gebruik door taxidiensten en heeft onderstreept dat er geen rekening is gehouden met het type van voertuigen die worden gebruikt door de taxidiensten bij de bepaling van de ecoscore van 69 (denken we maar aan de noodzaak om voertuigen te gebruiken waarmee de bagage van klanten kan worden vervoerd, breaks bijvoorbeeld).

Hij dringt bovendien aan op het feit dat de taxisector reeds verschillende investeringen heeft moeten verrichten op vraag van het Gewest (de "spoetnik", gele identificatiestroken...). Hij wijst er eveneens op dat deze sector in aanzienlijke mate wordt getroffen door de crisis. Een ecoscore van 69 zou een bijkomende kost meebrengen die moet worden gedaan in ongunstige conjuncturele omstandigheden voor deze professionelen.

Bijgevolg, en naar analogie met wat er is voorzien voor de definitie van de minimumecoscore die de door de gewestelijke overheden gekochte of in leasing genomen voertuigen zullen moeten halen, stelt **de Raad** voor om de minimumecoscore, die de taxi's zullen moeten halen, vast te leggen in een besluit na overleg met de betrokken sectoren.

Bijzondere beschouwingen

De bepaling voorzien in artikel 2.3.51 stelt de Regering in de mogelijkheid om milieudoelstellingen te bepalen die van toepassing zijn op de voertuigen die worden gekocht of in leasing genomen door natuurlijke of rechtspersonen die op het gewestelijk grondgebied bepaalde activiteiten verrichten. **De Raad** stelt vast dat het commentaar op de artikelen gewag maakt van een uitzondering voor de autobussen voor schoolvervoer van het buitengewoon onderwijs. Welnu, artikel 2.3.51 lijkt deze uitzondering niet te voorzien.

BOEK 2. – Sectorale maatregelen – Titel 3 – Vervoer - Hoofdstuk 3 : Parkings buiten de openbare weg

Algemene beschouwingen

De Raad herinnert eraan dat hij twee initiatiefadviezen heeft uitgebracht betreffende het gewestelijk parkeerbeleid (op 20 januari en 17 maart 2011). Hij herhaalt dan ook de beschouwingen die hij in beide adviezen heeft gemaakt. Nuttigheidshalve voegt hij beide teksten toe aan onderhavig advies.

De Raad neemt er akte van dat de doelstelling, die werd bevestigd door de vertegenwoordigers van de minister tijdens de informatiezitting, erin bestaat 55.000 parkeerplaatsen buiten de openbare weg af te schaffen. Hij wijst erop dat dit betekent dat een derde van de bestaande parkeerplaatsen buiten de openbare weg wordt afgeschaft. En ook al deelt hij de doelstelling van een beperking van de autodruk, met name door een regulering van het parkeerbeleid op gewestelijk vlak, hij dringt erop aan dat de Regering erover waakt dat de toegankelijkheid voor de burgers en ondernemingen van het Gewest verzekerd en gewaarborgd wordt.

Hij onderstreept in dit verband dat de toegankelijkheid eveneens moet worden verzekerd door een meer doeltreffend systeem van openbaar vervoer. Hij meent bijgevolg dat de benadering die erin bestaat de zones te differentiëren in functie van hun toegankelijkheid met het openbaar vervoer relevant is. Immers, deze laat toe rekening te houden met de kwaliteit van de bediening van de ondernemingen door het openbaar vervoer. Hij onderstreept bovendien dat er rekening dient te worden gehouden met de toegankelijkheid buiten de exploitatie-uren van het openbaar vervoer, teneinde de sectoren die 24 uur op 24 of uitsluitend 's nachts actief zijn – en bijgevolg moeilijk hun werknemers ertoe kunnen aanzetten om zich met het openbaar vervoer te verplaatsen – in aanmerking te nemen. Tenslotte vindt hij dat de verbetering van de toegankelijkheid eveneens wordt bepaald door een resolute aanmoediging tot een meer rationeel gebruik van het individueel vervoer.

De Raad herhaalt zijn voorafgaande beschouwing betreffende de noodzakelijke coherentie van dit voorontwerp van BWLKE met de andere bestaande of in opstelling zijnde plannen.

Hij onderstreept meer bepaald de onontbeerlijke intergouvernementele coherentie wat betreft de benadering van het parkeerbeleid en van de mobiliteit in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in bredere zin. Welnu, hij stelt vast dat de maatregelen betreffende het parkeerbeleid die zijn voorzien in dit voorontwerp van BWLKE tegenstrijdig kunnen lijken met deze voorzien in het gewestelijk parkeerplan dat is opgesteld door mevrouw Grouwels en in het plan IRIS2. **De Raad** dringt er bovendien op aan dat de coherentie van het gewestelijk parkeerbeleid en het beleid gevoerd door de gemeenten wordt gewaarborgd.

De Raad herinnert eveneens aan zijn voorafgaande beschouwing betreffende de noodzakelijke evaluatie van de sociaaleconomische impact van de maatregelen die worden overwogen in dit voorontwerp van BWLKE. Gelet op de belangrijke bepalingen, die het bevat en de mogelijke impact ervan op de sociaaleconomische aantrekkelijkheid van het Gewest, betreurt **de Raad** ten zeerste dat zo'n analyse niet is gebeurd voor dit hoofdstuk. Hij dringt er dan ook op aan dat dit zou gebeuren.

De Raad stelt vast dat de bepalingen van het gewestelijk stedenbouwkundig reglement (GSR) werden opgenomen in het voorontwerp van BWLKE teneinde deze op te nemen in de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen (OMV). Hierdoor zullen de structurele grenzen inzake toegestane parkeerplaatsen worden bepaald door de milieuvergunningen.

Welnu, **de Raad** onderstreept dat de procedure voor de toekenning of hernieuwing van de milieuvergunningen vandaag het Bestuur toelaat om na overleg met de drager van het project bijzondere exploitatievoorwaarden te bepalen (waaronder het toegestane parkeerplaatsen) in verhouding tot een degelijk geïdentificeerde activiteit. Deze soepelheid maakt het mogelijk om de milieuvergunningen aan te passen aan de eisen van de ondernemingen en tegelijkertijd de doelstellingen te verwezenlijken die worden nagestreefd door het gewest. Hij meent dat deze flexibiliteit onontbeerlijk is in de mate waarin de vraagstukken van de ondernemingen kunnen verschillen in functie van de omstandigheden.

De Raad wijst erop dat de bepaling in de OMV van normen wat betreft het aantal toegestane parkeerplaatsen zal leiden tot een verlies aan flexibiliteit van de milieuvergunning.

Ook onderstreept **de Raad** dat de opname in de OMV van stedenbouwkundige normen impliceert dat deze normen zullen kunnen worden opgelegd aan de bestaande gebouwen (bij de hernieuwing van milieuvergunningen). Hij meent dat deze situatie zal leiden tot verschillende logistieke problemen :

- de rechtsonzekerheid voor alle bestaande gebouwen waaraan nieuwe stedenbouwkundige bepalingen zouden kunnen worden opgelegd bij elke hernieuwing van de milieuvergunning;
- de onderlinge afhankelijkheid van het GSR en de ordonnantie, terwijl deze een verschillende juridische reikwijdte hebben. Dit stelt vragen wat betreft de hiërarchie van de normen en vanuit het oogpunt van de duidelijkheid;
- de verwarring tussen het stelsel van de nieuwe gebouwen en dat van de bestaande gebouwen;
- de definitie van verschillende stedenbouwkundige normen voor de ondernemingen (in functie van het feit dat zij reeds al dan niet hun milieuvergunning hebben moeten hernieuwen).

De Raad verzet zich bijgevolg tegen het gebruik van de milieuvergunning als instrument om normen op te leggen inzake het aantal toegestane parkeerplaatsen. Hij verzet zich eveneens tegen het gebruik van de milieuvergunning om een belasting te heffen op de parkeerplaatsen.

Tenslotte wijst de Raad erop dat de beschouwingen, die worden geformuleerd onder deze titel, eveneens van toepassing zijn op artikel 4.1.1. ("Boek 4 – Titel 1 Wijzigingsbepalingen – Hoofdstuk 1 Wijzigingen van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen").

**BOEK 2. – Sectorale maatregelen – Titel 4 – Voorbeeldgedrag van de overheden -
Hoofdstuk 1: Vastgoedinvesteringen**

Bijzondere beschouwingen

Artikel 2.4.2. §3

De Raad herhaalt zijn bijzondere beschouwing betreffende de definitie van “zero energieverbruik” (zie artikel 2.1.1. 7°).

**BOEK 2. – Sectorale maatregelen – Titel 5 – Bepalingen betreffende de professionelen -
Hoofdstuk 1 : Erkenning van de professionelen**

Bijzondere beschouwingen

Artikel 2. 5. 2. §2

De Raad vraagt dat de duur voorzien voor gewone aspecten van de procedure (zoals de verklaring van volledig of onvolledig dossier) redelijk zou zijn om geen onnodige verlenging van de termijnen mee te brengen wat betreft de beslissingen inzake de toekenning van de erkenningen).

Artikel 2. 5. 3.

De Raad onderstreept dat het dossierrecht voor de erkenningen (250 euro per erkenning) zwaar zou kunnen doorwegen in het budget van kleine en middelgrote ondernemingen die nochtans verplicht zijn om deze te bekomen om hun beroep te mogen uitoefenen. Hij herinnert eraan dat hij in verschillende van zijn adviezen zijn tegenkanting heeft geuit wat betreft de inning van een dossierrecht, of er op zijn minst voor heeft gepleit dat de terugbetaling van het dossierrecht zou worden voorzien in de gevallen waarin de aanvrager geen enkele beslissing betekend krijgt binnen de voorziene termijnen.

De Raad vestigt eveneens de aandacht op het feit dat een professioneel – die moet worden erkend – die in de drie gewesten actief wil zijn ook driemaal dossierrechten zal moeten betalen en driemaal de administratieve stappen zal moeten ondernemen om te worden erkend in de drie gewesten. Hij wijst erop dat deze moeilijkheid in het bijzonder de Brusselse professionelen dreigt te treffen. Het is namelijk zeer waarschijnlijk dat deze zich voor hun activiteiten niet beperken tot het kleine grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad vraagt daarom dat de verplichte erkenning enkel betrekking zou hebben op de beroepen waarvoor dit controlemiddel een reële meerwaarde vormt.

**BOEK 2. – Sectorale maatregelen – Titel 5 – Bepalingen betreffende de professionelen -
Hoofdstuk 2 : Verplichtingen ten laste van de mazoutleveranciers**

Algemene beschouwingen

De Raad stelt vast dat aan de mazoutleveranciers een nieuwe verplichting wordt opgelegd. Deze moeten namelijk beschikken over een leveringsvergunning die door de Regering wordt uitgereikt, om een verbruiksste gelezen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met stookolie te bevoorraden. Het bezit van deze vergunning leidt tot de maandelijkse inning van een recht ten laste van de leverancier dat is vastgesteld op € 0,05 / liter geleverde stookolie.

De Raad onderstreept bovendien dat deze bepalingen aanzienlijke problemen met zich meebrengen :

- Praktische problemen bij uitvoering

Zoals voorgesteld is de vergunning ten laste van zij die leveren aan hun klanten, wat echter volledig voorbijgaat aan de realiteit van de werking van de relevante markt.

Leveringen kunnen zowel gebeuren vanuit opslagplaatsen in Brussel gelegen, maar ook in andere regio's. De controle van alle wegen die leiden naar Brussel om de naleving te controleren, lijkt ons een moeilijke opgave te zijn.

Ook zal de administratieve afhandeling van een maandelijks berekening zowel voor leveranciers als voor de overheid een zware bijkomende last betekenen.

Binnen de Programmaovereenkomst is een maximale distributiemarge bepaald, die momenteel 0,073 euro per liter bedraagt. Deze marge is bedoeld om de kosten van alle actoren betrokken in de levering van stookolie, van raffinaderij tot eindconsument (de "supply chain") te dekken. In deze omstandigheden kunnen de mazoutleveranciers in geen geval een bijkomende belasting van 0,05 euro/liter betalen zonder dat hun werkzaamheid onmogelijk wordt gemaakt.

Onduidelijk is ook de link tussen vergunning en maatstaf van heffing, aangezien de vergunning gekoppeld is aan het statuut van mazoutleverancier, maar de berekening gebaseerd wordt op wat geleverd wordt, terwijl deze levering niet noodzakelijk door een mazoutleverancier moet gebeuren.

Te noteren is dat de notie "mazoutleverancier" niet gedefinieerd wordt..

- Economische discriminatie

De gewesten moeten hun bevoegdheden uitoefenen met naleving van het principe van het vrij verkeer van goederen². Gezien de beperktheid van de Belgische markt en aangezien leveranciers van stookolie in elk gewest verspreid zijn voor heel België, is het aangewezen dat een belastingssysteem elke discriminatie over de gewestgrenzen heen tussen de verschillende leveranciers (en de verbruikers) vermijdt. Daarvoor is nodig dat de wetgeving tussen de gewesten gecoördineerd verloopt. Anders doen, zou de binnenlandse verkoop over de regio's heen ernstig kunnen bemoeilijken.

Bijkomend kan de vraag gesteld worden over de bevoegdheid van het gewest in deze, aangezien de federale overheid alleen bevoegd is voor de aangelegenheden die wegens hun technische en economische ondeelbaarheid een gelijke behandeling op nationaal vlak behoeven, waaronder de tarieven.

Derde argument dat pleit tegen de invoering van de voorgestelde regeling is de werking van de Programmaovereenkomst en zijn technische bijlage, teksten die de structuur van de maximumprijzen van olieproducten in België regelt.

Artikel 21 van die technische bijlage³ vermeldt dat de eventuele wijzigingen in de fiscale lasten op de producten een onmiddellijke en integrale weerslag op de prijzen

² Zie artikel 6 § 1, VI, 2e, lid 3 van de Bijzondere Wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980

³ De wijzigingen van de wettelijke lasten (zoals onder meer de accijns, de bijzondere accijns, de controleretriëbutie, de bijdrage op de energie, de kost voor de verplichte opslag, de bijdrage voor het bodemsaneringsfonds tankstations en de bijdrage voor het Sociaal Stookoliefonds) die op de respectievelijke aardolieproducten worden geheven, zullen onmiddellijk en integraal, op de dag wanneer ze van toepassing zijn, doorberekend worden in de maximumprijzen

aan de consument hebben op de dag van hun toepassing; een gewestelijke heffing zou een gedifferentieerde maximumprijs veroorzaken, wat een onevenwicht zou veroorzaken ten nadele van mazoutklanten in Brussel.

De Raad stelt vast dat de beide andere gewesten niet dezelfde logica volgen als het Brussels gewest vermits zij zijn overgegaan tot de omzetting van de Richtlijn 2006/32/EG van 5 april 2006 betreffende energie-efficiëntie bij het eindgebruik en energiediensten en houdende intrekking van Richtlijn 93/76/EEG van de Raad, zonder zo'n budgettaire last op te leggen aan de mazoutleveranciers.

- Een gewestelijke belasting op petroleumproducten is verboden

De Raad vestigt de aandacht op het feit dat gewesten zijn niet gemachtigd om belastingen te heffen op de materies die het voorwerp uitmaken van een belasting door de federale Staat⁴, tenzij dit specifiek goedgekeurd geworden is door de federale wetgever.

Dit betekent dat de gewesten niet bevoegd zijn om zelf en autonoom een heffing in te voeren op die materies die het voorwerp uitmaken van een belasting door de Staat, wat het geval is voor stookolie (bijvoorbeeld de accijnzen, de BTW, de Apetra bijdrage en de bijdrage voor het Sociaal verwarmingsfonds).

Vermelden in de Memorie van Toelichting van dit ontwerp dat de belastbare grondslag niet het product is, gaat hierbij voorbij aan de tekst zelf van het ontwerp, dat uitdrukkelijk stipuleert dat het recht berekend wordt op het product (zijnde 50 euro per 1000 liter).

Laatste fiscaal tegenargument, deze heffing wordt niet vernoemd in de lijst van mogelijke belastingen die door de regio's kunnen geheven worden (bijzondere wet van 16 januari 1989).

Om al deze elementen meent de Raad dan ook dat de voorgestelde regeling juridisch en praktisch niet mogelijk is, zodat dit hoofdstuk in de huidige vorm geschrapt zou moeten worden.

Bijzondere beschouwingen

De Raad stelt vast dat de memorie van toelichting melding maakt van een artikel 2.5.8. Welnu, het voorontwerp van BWLKE bevat geen artikel 2.5.8, behalve indien de laatste paragraaf van artikel 2.5.7 overeenstemt met dit artikel 2.5.8. In dat geval zou het gaan om een afwezige nummering.

Artikel 2.5.7

Wat betreft de laatste paragraaf van dit artikel, vindt **de Raad** het noodzakelijk dat de eventuele bijkomende bepalingen zouden worden opgenomen in dit BWLKE, na overleg met de betrokken sector, en niet achteraf zouden worden vastgelegd in een besluit.

BOEK 2. – Sectorale maatregelen – Titel 6 – Inbreuken en sancties

Algemene beschouwingen

⁴ Artikel 1 van de "non bis in idem"-wet van 23 januari 1989 betreffende de in artikel 110, §§ 1 en 2, van de Grondwet bedoelde belastingsbevoegdheid

De Raad is van oordeel dat de strafbepalingen moeten worden voorbehouden aan de handelingen die uit zware nalatigheid of opzettelijk ernstige schade toebrengen aan het milieu.

Wat betreft de administratieve boeten, meent **de Raad** dat deze daadwerkelijk ontradend moeten zijn, met name gelet op de voorzieningen die van kracht zijn in de beide andere gewesten. Hij onderstreept dat zowel de termijn tussen de fout en de boete als het bedrag ervan hun ontradend karakter moeten kunnen uitoefenen.

Bijzondere beschouwingen

Bijlage 2.1

De Raad wenst dat de luchtdichtheid in punt 3. d) het voorwerp kan uitmaken van een volwaardig punt (een punt d) bis).

BOEK 3. – Specifieke bepalingen voor lucht en klimaat – Titel 1 : Algemeenheden (definities)

Algemene beschouwingen

De Raad neemt er akte van dat sommige definities met name afkomstig zijn uit de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende het beheer en de evaluatie van de luchtkwaliteit, Europese richtlijnen, het Protocol van Kyoto, en dat enkele definities nieuw zijn.

Zo verzet **de Raad** zich tegen de uitbreiding van het toepassingsgebied van het begrip “kleine installatie” die op een meer strikte manier is gedefinieerd dan in de Europese richtlijn. Hij wenst dat de definitie in de Europese richtlijn als dusdanig zou worden hernomen.

BOEK 3. – Specifieke bepalingen voor lucht, klimaat en energie – Titel 2 : Luchtkwaliteit en emissie van luchtverontreinigende stoffen - Hoofdstuk 2 : Hoge Raad voor de Lucht

Algemene beschouwingen

De Raad vraagt zich af of het noodzakelijk is om een Hoge Raad voor de Lucht op te richten. Er zouden alternatieven kunnen worden overwogen wat betreft de opdrachten die aan deze Raad worden toevertrouwd en die zouden kunnen worden toegewezen aan andere, reeds bestaande instanties zoals de Raad voor het Leefmilieu van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Hiertoe zouden de begrotings- en menselijke middelen van deze Raad voor het Leefmilieu moeten worden uitgebreid.

De Raad onderstreept bovendien dat het belangrijk is dat er een samenwerking is en synergieën met gelijkaardige instanties die zouden bestaan in de beide andere gewesten of op federaal vlak.

Indien zo'n Hoge Raad voor de Lucht zou worden opgericht, welnu dan wijst **de Raad** erop dat hieraan de nodige menselijke en financiële middelen moeten worden gegeven om de opdrachten te kunnen vervullen die eraan zullen worden toevertrouwd.

BOEK 3. – Bepalingen voor lucht, klimaat en energie – Titel 2 : Luchtkwaliteit en emissie van luchtverontreinigende stoffen - Hoofdstuk 5 : Beheer van de luchtkwaliteit en van de emissie van luchtverontreinigende stoffen

Algemene beschouwingen

De Raad onderstreept dat het belangrijk is, indien maatregelen inzake beheer van de luchtkwaliteit worden bepaald, dat een analyse wordt verricht in overleg met de beide andere gewesten, indien de bron van verontreiniging niet enkel het gevolg is van activiteiten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad meent dat zelfs al beschikt het Gewest niet over de nodige instrumenten om een verontreiniging met een niet exclusief interne oorsprong te bestrijden, er maatregelen van goed beheer dienen te worden genomen. Bij de bepaling van deze maatregelen moet de Regering waken over de naleving van het proportionaliteitsbeginsel tussen de aanbevolen maatregelen en de reële impact op de luchtkwaliteit, de volksgezondheid en het milieu.

Hij voegt hieraan bovendien toe dat er doeltreffende Europese instrumenten zouden moeten bestaan om te strijden tegen de bronnen van grensoverschrijdende verontreiniging.

De Raad vraagt om te worden geraadpleegd vooraleer de Regering maatregelen bepaalt om de luchtverontreiniging op structurele wijze te beperken.

BOEK 3. – Bepalingen voor lucht, klimaat en energie – Titel 2 : Luchtkwaliteit en emissie van luchtverontreinigende stoffen - Hoofdstuk 6 : Actieplan op korte termijn

Bijzondere beschouwingen

Artikel 3.2.12

Vooraleer de Regering het actieplan op korte termijn bepaalt, om het risico te vermijden van een overschrijding of de overschrijding van een limietwaarde of een alarmdrempel, vraagt de Raad om te worden geraadpleegd over de inhoud ervan.

Wat betreft punt 2 van de maatregelen, namelijk “*maatregelen tot vermindering of stopzetting van de activiteiten die de vervuiling veroorzaken, met inbegrip van het autoverkeer, en tot vermindering van de uitstoot van vaste en mobiele bronnen*”, wenst de Raad dat de volgende zin wordt toegevoegd aan het einde van dit punt : “*met eerbied voor het proportionaliteitsbeginsel*”.

BOEK 3. – Bepalingen voor lucht, klimaat en energie – Titel 2 : Luchtkwaliteit en emissie van luchtverontreinigende stoffen - Hoofdstuk 7 : Grensoverschrijdende luchtverontreiniging

Bijzondere beschouwingen

Artikel 3.2.13

De Raad wenst dat tussen de woorden “*afkomstig*” en “*van andere Lidstaten van de Europese Unie*” de woorden “*van andere gewesten en*” worden toegevoegd.

BOEK 3. – Bepalingen voor lucht, klimaat en energie – Titel 2 : Luchtkwaliteit en de emissie van luchtverontreinigende stoffen - Hoofdstuk 9 : Lage emissiezones

Algemene beschouwingen

De Raad herinnert eraan dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het specifiek kenmerk vertoont van een gemengd sociaaleconomisch weefsel, in de mate waarin talrijke economische actoren zijn gevestigd in de woonzones. Elke permanente restrictieve maatregel, die wordt toegepast in woonzones, kan bijgevolg eveneens de werking van de economische actoren beïnvloeden. Hij vindt het bijgevolg onontbeerlijk dat men overgaat tot een analyse van de sociaaleconomische impact vooraleer in dit verband een beslissing wordt genomen.

De Raad dringt er bovendien op aan dat het begrip “*lage emissie*” op nauwkeurige en strikte wijze zou worden gedefinieerd om elke willekeur in dit verband te vermijden. Gelet op de mogelijke sociaaleconomische impact vraagt hij dat deze definitie zou worden uitgewerkt op

basis van een overleg met de sociale gesprekspartners in het kader van de Economische en Sociale Raad. Hij stelt bovendien voor om het advies van de Economische en Sociale Raad te vragen vooraleer een eventuele lage emissiezone wordt bepaald.

De Raad onderstreept nu reeds het belang van de naleving van het proportionaliteitsbeginsel bij de definitie van de maatregelen die van kracht zullen zijn in de eventuele lage emissiezones.

Ook twijfelt **de Raad** aan de relevantie om enkel in te grijpen wat betreft de activiteiten van vervoer / mobiliteit, en herinnert aan het aanzienlijke aandeel in de luchtverontreiniging van het energieverbruik voor de verwarming van gebouwen.

Bijzondere beschouwingen

Artikel 3. 2. 17. §1

De Raad dringt aan op de kwaliteit van het overleg met de gemeenten en de onontbeerlijke rol van coördinator van het Gewest wat betreft de bepaling van de lage emissiezones.

Artikel 3. 2. 17. §3

De Raad meent dat eveneens rekening moet worden gehouden met de bijzondere situaties van de ondernemingen en zelfstandigen, en vraagt dan ook de toevoeging van de woorden “*en van de economische actoren*” na de woorden “*met name de personen*”.

BOEK 3. – Bepalingen voor lucht, klimaat en energie – Titel 3 : Emissie van broeikasgassen - Hoofdstuk 1 : Systeem van handel in broeikasgasemissierechten

Bijzondere beschouwingen

Artikel 3.3.8

De Raad brengt zijn opmerking in herinnering betreffende het begrip van “kleine installaties” waarvoor hij vraagt dat de definitie uit de Europese richtlijn wordt overgenomen.

Artikel 3.3.10

De Raad wijst op het ingewikkeld karakter van de zin “*Om de aanzienlijke capaciteitswijzigingen achteraf te kunnen evalueren, beschouwt het Instituut deze geïnstalleerde capaciteit van de subinstallatie na haar aanzienlijke capaciteitsvermindering als de oorspronkelijk geïnstalleerde capaciteit van de subinstallatie.*”. Hij stelt voor om deze ter herformuleren om de lezing ervan te vergemakkelijken.

BOEK 3. – Bepalingen voor lucht, klimaat en energie – Titel 4 : Inbreuken en sancties

Algemene beschouwingen

Wat betreft de strafbepalingen, herinnert **de Raad** aan zijn eerdere beschouwing volgens dewelke hij meent dat deze dienen te worden voorbehouden aan handelingen die uit ernstige

nalatigheid of opzettelijk ernstige schade toebrengen aan het milieu. Hij vindt dat het bedrag van de administratieve boeten ontradend moet kunnen zijn.

Bijzondere beschouwingen

Artikel 3.4.1 §2

De Raad stelt zich vragen bij het feit dat de installaties, die zijn uitgesloten uit het systeem van de handel in emissierechten, het voorwerp kunnen uitmaken van een administratieve boete. Hij onderstreept dat deze installaties kunnen worden gesanctioneerd via de procedure die is voorzien door de ordonnantie op de milieuvergunningen indien zij de voorwaarden van hun vergunning niet nakomen (waaronder zich emissievoorwaarden bevinden). Hij vreest bijgevolg dat dit artikel het risico meebrengt dat deze installaties tweemaal een sanctie kunnen oplopen.

BOEK 4. - Titel 1 : Wijzigingsbepalingen – Hoofdstuk 1 : Wijzigingen van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen

Algemene beschouwingen

De Raad herinnert aan zijn standpunt waarbij hij zich verzet tegen het gebruik van de milieuvergunning als instrument om een belasting te heffen op parkeerplaatsen. Hij vraagt hiertoe de schrapping van de woorden “*De gevolgen van die verzaking zijn definitief en onherroepbaar*” in artikel 4.1.1. §4 (2^{de} paragraaf op bladzijde 168).

BOEK 4. - Titel 1 : Wijzigingsbepalingen – Hoofdstuk 2 : Wijzigingen van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestrafing van misdrijven inzake leefmilieu

Algemene beschouwingen

Wat betreft de strafbepalingen, herinnert **de Raad** opnieuw aan zijn eerdere beschouwing waarbij hij oordeelt dat deze dienen te worden voorbehouden aan handelingen die uit ernstige nalatigheid of opzettelijk ernstige schade toebrengen aan het milieu. Hij vindt dat het bedrag van de administratieve boeten ontradend moet kunnen zijn.

BOEK 4. - Titel 1 : Wijzigingsbepalingen – Hoofdstuk 4 : Wijzigingen van de ordonnantie van 12 december 1991 houdende oprichting van de begrotingsfondsen

Algemene beschouwingen

De Raad verwelkomt het principe om de bestemming van de financiële middelen die worden verstrekt door de fondsen wettelijk te bepalen. Hij is evenwel de mening toegedaan dat de bestemming van deze middelen niet nauwkeurig genoeg is. Daarbij komt dat hij vindt dat de middelen van het fonds niet mogen worden gebruikt voor andere personeelskosten, informaticakosten en expertisekosten dan deze die rechtstreeks verband houden met het bedoelde beleid.

Formele opmerkingen

De Raad heeft verschillende vertaal- en nummeringfouten vastgesteld bij zijn onderzoek van dit voorontwerp van wetboek. Hij stelt dan ook een grondige herlezing van de tekst voor om deze fouten te verbeteren. Om deze herlezing te vergemakkelijken, deelt hij de volgende fouten mee die werden vastgesteld bij zijn onderzoek van de tekst.

Artikel 1.1.2, 3°

De Raad stelt vast dat de Franse en Nederlandse versie een verschil vertonen. De bewoordingen « et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil » worden niet vertaald in de Nederlandse versie.

Artikel 1.1.2, 7° en 8°

De Raad stelt vast dat de punten 7 en 8 van artikel 1.1.2 zijn verwisseld in de Franse en Nederlandse versie van de tekst.

Artikel 2.2.7, §4

De Raad stelt een vertaalfout vast: het woord « demandeur » in het Frans wordt in het Nederlands vertaald door « de vergunningverlenende overheid ».

Artikel 2.2.16, §3 en Artikel 2.3.47

De Raad stelt voor om de woorden « ordonnance » in het Frans en « ordonnantie » in het Nederlands respectievelijk te vervangen door « code » en « wetboek ».

Boek 2, Titel 2, Hoofdstuk 4

De Raad stelt vast dat het woord « local » ontbreekt tussen de woorden « plan » en « d'actions » in de titel van de Franse versie.

Artikel 2.3.13, 5°

De Raad stelt vast dat de woorden « des actions » ontbreken voor de woorden « spécifiques et opérationnelles » in de Franse versie.

Artikel 2.3.14, §4, Artikel 2.3.17, §2, Artikel 2.3.20 lid 2, Artikel 2.3.36 lid 1, Artikel 2.3.40, §2, Artikel 2.3.50, §2

De Raad stelt een fout vast in de verwijzing naar het artikel dat verwijst naar de financiële of materiële steun die kan worden verleend. Immers, deze laatste is voorzien in artikel 2.3.47 (Boek 2 – Titel 3 – Hoofdstuk 1 – Afdeling 5) en niet in artikel 2.3.46.

Artikel 2.3.62, §§ 1 en 2

De Raad stelt vast dat zowel de Franse als Nederlandse versie verwijzen naar artikelen die niet bestaan in het voorontwerp van wetboek (artikel 2.3.65., artikel 2.3.66., artikel 2.3.67).

Artikel 2.4.9, 1°

De Raad stelt vast dat er een verschil is tussen de Franse en Nederlandse versie van de tekst. In het Frans leest men de woorden « en vertu de l'article 2.4.8 » en in het Nederlands « krachtens artikel 2.4.7 ». Het lijkt erop dat de Franse versie de juiste is.

Artikel 2.5.1, 2°

De Raad stelt vast dat de bedoelde definitie van certificateur voorkomt in artikel 2.1.1, 16° en niet in artikel 2.2.13.

Artikel 2.6.2

De Raad stelt twee verschillen vast tussen de Franse en Nederlandse versie van de tekst. Enerzijds handelt het zich om een verschil tussen de Franse woorden « ... les exigences PEB visées à l'article 2.2.15 n'ont pas été respectées, ... » en de Nederlandse woorden « ...de EPB-eisen bedoeld in artikel 2.2.14 niet zijn nageleefd... ». Anderzijds gaat het over een verschillend bedrag wat betreft de voorziene boete die 125 tot 25.000 euro bedraagt in de Franse versie en 25 tot 25.000 euro in de Nederlandse versie.

Artikel 4.1.5

De Raad stelt vast dat het artikel 4.1.5 niet genummerd is, in de veronderstelling dat het gaat over de tekst bovenaan bladzijde 172.

*

* *